Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC

# Office des professions du Québec

## Rapport annuel 1989-1990

Québec

91-05393/

Le contenu de cette publication a été rédigé par
l'Office des professions du Québec

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec
1279, boulevard Charest Ouest
Québec (Québec)
G1N 4K7

Dépôt légal — 4e trimestre 1990
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN : 2-551-14355-1
ISSN : 0702-0791

© Gouvernement du Québec

Monsieur Jean-Pierre Saintonge
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de l'Office des professions du Québec couvrant l'exercice terminé le 31 mars 1990.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,

Raymond Savoie

Québec, juin 1990

Monsieur Raymond Savoie
Ministre responsable de l'application
des lois professionnelles
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

J'ai le plaisir de vous soumettre, en votre qualité de ministre responsable de l'application des lois professionnelles, le 17e rapport annuel de l'Office des professions du Québec.

Préparé conformément à l'article 16 du Code des professions, ce rapport couvre l'exercice terminé le 31 mars 1990.

Recevez, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le président,

Thomas J. Mulcair

Québec, juin 1990

## Office des professions du Québec

**Siège social**

320, rue Saint-Joseph Est, 1er étage
Québec (Québec)
G1K 8G5
Tél.: (418) 643-6912
Fax : (418) 643-0973

**Bureau de Montréal**

276, rue Saint-Jacques Ouest, 7e étage
Montréal (Québec)
H2Y 1N3
Tél.: (514) 873-4057
Fax : (514) 873-8868

# Table des matières

**Mot du président** 9

**1. L'Office des professions du Québec** 11

1.1 La mission et les fonctions 11

1.2 Le cadre législatif 12

1.2.1 Les lois professionnelles 12

1.2.2 Les autres lois 12

**2. Les ressources humaines et financières** 15

2.1 Les ressources humaines 15

2.2 Les ressources financières et leur répartition 15

**3. Les activités de l'Office des professions** 17

3.1 Les réunions de l'Office 17

3.2 Les activités juridiques 17

3.2.1 Les activités législatives 17

3.2.2 Les activités réglementaires 18

3.2.3 Les activités judiciaires 20

3.3 Les activités de concertation 21

3.3.1 Avec le Conseil interprofessionnel du Québec 21

3.3.2 Avec les corporations professionnelles 21

3.3.3 Avec les organismes professionnels provinciaux 22

3.3.4 Concertation avec les responsables de la réglementation professionnelle du Canada et des États-Unis — National Clearinghouse on Licensure, Enforcement and Regulation (CLEAR) 23

3.4 Les activités reliées à la fonction de conseil 23

3.4.1 Révision du mécanisme disciplinaire 23

3.4.2 Rapport au ministre 23

3.4.3 Demandes de reconnaissance professionnelle 23

3.4.4 Les conditions supplémentaires 24

3.5 Les activités de surveillance 24

3.6 Les activités de recherche 25

3.7 Les activités de communication 25

3.8 Les activités de gestion reliées au système professionnel 29

## Liste des tableaux

1. Tableau des ressources financières et de leur répartition 15

2. Les règlements obligatoires adoptés par les corporations professionnelles en 1989-1990 19

3. Les règlements facultatifs adoptés par les corporations professionnelles en 1989-1990 19

4. Les règlements du gouvernement 1989-1990 19

5. Les règlements de l'Office 1989-1990 19

6. La représentation de l'Office devant les tribunaux 20

7. Tableau des décisions disciplinaires reçues en 1989-1990 29

8. Les avis de radiation permanente, de révocation de permis et de réinscription au tableau des professionnels en 1989-1990 29

## Liste des annexes

1. Les administratrices et administrateurs nommés par l'Office des professions aux Bureaux des corporations professionnelles au 31 mars 1990 30

2. Les corporations professionnelles régies par le Code des professions 34

3. Les données démographiques au 31 mars 1990 (nombre de membres selon les régions administratives) 38

4. Les données financières 1989-1990 42

## Mot du président

Au cours de l'exercice 1989-1990, le système professionnel a connu de nombreux défis. Du côté des corporations professionnelles, il a fallu préparer une quantité importante de nouveaux règlements obligatoires. Ceci a eu des effets prévisibles sur un système réglementaire déjà bien chargé. Des améliorations administratives, notamment une communication accrue entre l'Office et les corporations sur l'état de la réglementation, ont aidé à rendre le processus plus efficace.

Malgré le travail entrepris, on note encore certaines lacunes importantes quant à des règlements essentiels. Six ans après avoir fait annuler par les tribunaux son propre code de déontologie et malgré de nombreuses interventions de l'Office des professions, l'Ordre des optométristes du Québec n'a toujours pas adopté un code qui place la protection du public au-dessus des intérêts de ses membres. Pour sa part, l'Ordre des dentistes du Québec s'est montré incapable d'adopter un règlement de délégation d'actes qui permettrait d'apporter une juste solution au différend qui s'éternise entre cette profession et celle des hygiénistes dentaires.

Cette situation est largement attribuable, dans un cas comme dans l'autre, à l'intervention d'associations ou syndicats professionnels qui cherchent à promouvoir en toutes circonstances les intérêts socio-économiques de leurs membres. Il faut déplorer que de tels groupements, aux ressources souvent considérables, s'évertuent ainsi à gêner la corporation professionnelle dans son mandat général de protection du public. À moins d'un revirement rapide, l'Office devra suggérer au gouvernement le recours à des procédures exceptionnelles afin de pallier ces défaillances et faire prévaloir l'intérêt du public.

Dans un autre ordre d'idées, au cours de l'exercice, le ministre responsable de l'application des lois professionnelles a formellement demandé à l'Office de lui faire rapport sur les travaux entrepris depuis deux ans pour réévaluer le système disciplinaire. L'Office attache une grande importance à cette question et soumettra à l'automne 1990 ses conclusions et ses recommandations après avoir effectué les consultations appropriées. Dans ce domaine également, le Protecteur du citoyen a décidé durant l'année d'enquêter sur un cas traité par la Corporation professionnelle des médecins et qui a fait l'objet d'un jugement en appel par le Tribunal des professions. Il s'est convaincu, à son tour, qu'il fallait revoir le système disciplinaire en matière professionnelle.

Par ailleurs, dans l'exercice de son rôle de surveillance, l'Office a procédé à l'analyse systématique des rapports annuels des corporations professionnelles. Cette opération lui a permis de constater que la majorité des corporations professionnelles s'efforcent de remplir leur mandat premier de protection du public. Les problèmes ont fait l'objet d'interventions qui visaient surtout à obtenir des explications et à faciliter des solutions. À cet égard il convient de signaler que le Conseil interprofessionnel du Québec a joué un rôle positif, si bien qu'à peu d'exceptions près, des résultats concrets ont été rapidement obtenus. Les exceptions concernent notamment des corporations qui ne font que peu ou pas du tout d'inspection professionnelle ou de discipline.

Bien que cette surveillance n'en soit qu'à ses débuts sous cette forme systématique, l'Office se trouve ainsi mieux équipé pour rappeler aux corporations leurs obligations, connaître leurs difficultés et trouver les correctifs appropriés. Si cela se révèle nécessaire l'Office fera rapport au gouvernement en application du Code des professions et proposera les mesures qui s'imposent.

D'un autre côté, l'analyse des demandes de constitution de nouvelles corporations professionnelles a représenté, cette année encore, une activité importante. Même si les membres de l'Office n'ont encore pris aucune décision formelle, ils ont estimé que certaines de ces demandes satisfont aux exigences du Code. Si les dernières consultations et analyses confirment ces conclusions préliminaires, l'Office recommandera bientôt au gouvernement d'ouvrir le système à de nouveaux partenaires.

Une de ces demandes porte sur la massothérapie. Compte tenu de difficultés dans le domaine des thérapies manuelles, notamment un différend opposant les physiothérapeutes et les chiropraticiens quant à l'étendue du champ d'exercice de ces derniers et vu la situation ambiguë de l'ostéopathie au Québec, l'Office a décidé d'entreprendre une vaste série de consultations dans ce domaine. L'importance des constats déjà faits et l'ampleur du phénomène des pratiques nouvelles ont amené l'Office a étendre les consultations. Ainsi, au cours du prochain exercice, trois autres domaines seront abordés par les consultations : médications naturelles et homéopathie, psychothérapies, approches énergétiques et autres.

Au terme de ces consultations, l'Office disposera d'une information complète sur l'état de ces techniques et approches au Québec ainsi que sur les problèmes qu'elles posent. Il sera alors en mesure de fournir des avis motivés et circonstanciés au ministre responsable en vue d'assurer une meilleure protection du public dans ces domaines et de mieux contrôler leur impact sur les professions reconnues. Enfin, il pourra recommander des modifications à la législation existante et, le cas échéant, à l'organisation même des professions, en créant, par exemple, des formes nouvelles de reconnaissance et de contrôle.

Le système professionnel au Québec n'existe pas en vase clos. Aussi, l'Office a accru, au cours du dernier exercice, ses entretiens et contacts avec ses homologues dans les provinces canadiennes et aux États-Unis. Ces échanges, tout en permettant au Québec de se tenir à la fine pointe de l'information en cette matière, fournissent également à nos voisins et collaborateurs l'occasion de connaître le système professionnel du Québec, un des mieux structurés au monde.

Cela étant dit, ce système, comme tout autre, doit évoluer avec les changements sociaux et économiques. Par exemple, une fois rendu le jugement de la Cour suprême sur le droit de réglementer la publicité professionnelle, les corporations professionnelles devront s'adapter rapidement à des limites nouvelles. Un autre changement important s'annonce au plan de la taxation des services professionnels et le besoin se fait sentir de plus en plus de permettre aux professionnels de fournir leurs services par l'entremise de sociétés par actions. Dans un cas comme dans l'autre, l'Office veillera à ce que les adaptations soient compatibles avec l'objectif de protection du public.

# 1. L'Office des professions du Québec

## 1.1 La mission et les fonctions

### • La mission de l'Office

L'Office des professions du Québec, organisme autonome, relève du ministre responsable de l'application des lois professionnelles. Composé de cinq membres, l'Office tire son existence de la loi, le Code des professions (L.R.Q., c. C-26), qui prévoit à son article 12 les divers éléments de son mandat :

L'Office a pour fonction de veiller à ce que chaque corporation assure la protection du public. Il suggère, lorsqu'il le juge opportun, la constitution de nouvelles corporations ou la fusion ou la dissolution de corporations existantes ainsi que des modifications aux lois les régissant; il tente d'amener les corporations à se concerter afin de trouver des solutions aux problèmes communs qu'elles rencontrent, en raison notamment de la connexité des activités exercées par leurs membres; il fait des suggestions quant aux mesures à prendre pour assurer aux professionnels la meilleure formation possible; il formule des recommandations concernant les règlements des corporations professionnelles.

### • La fonction juridique

Le Code des professions et les lois professionnelles assignent à l'Office des pouvoirs importants en matière juridique. Ainsi, l'Office peut suggérer, lorsqu'il le juge opportun, des modifications aux lois et aux règlements des corporations professionnelles. Il possède également des pouvoirs de réglementation concernant la tarification, les normes de délivrance et de détention des permis de radiologie, ainsi que la liste des médicaments prescrits par les podiatres de même que par les médecins vétérinaires. Son pouvoir de réglementation s'étend jusqu'à l'adoption, par voie supplétive, de règlements obligatoires des corporations. Il examine tout règlement adopté par une corporation professionnelle et le soumet avec ses recommandations au gouvernement pour approbation; dans bien des cas, il fournit sur demande un support technique aux corporations lors de la préparation de ces règlements.

### • La fonction de concertation

L'article 12 du Code dispose que l'Office « tente d'amener les corporations à se concerter afin de trouver des solutions aux problèmes communs qu'elles rencontrent en raison notamment de la connexité des activités exercées par leurs membres ». C'est dans cet esprit que l'Office exerce une fonction de conciliation lors de différends interprofessionnels.

### • La fonction de conseil

L'Office doit être consulté par le gouvernement à certaines occasions, notamment sur l'opportunité de constituer une corporation professionnelle. Il en est de même sur plusieurs autres sujets tels la délimitation en régions, la détermination des conditions d'exercice, mais aussi la détermination des conditions d'obtention des permis, diplômes et certificats de spécialiste.

### • La fonction de surveillance

Il s'agit de veiller à ce que les prérogatives de puissance publique que l'État a déléguées aux corporations en matière de protection du public soient bien assumées. À cette fin, l'Office observe les situations, notamment financières, susceptibles d'empêcher les corporations d'assumer leurs fonctions; il s'intéresse aux mécanismes assurant la compétence et l'éthique professionnelles, ainsi qu'au cheminement et au suivi des plaintes des citoyens auprès des syndics et des comités de discipline.

### • La fonction de recherche

Pour atteindre véritablement ses objectifs, l'Office doit avoir une connaissance concrète des situations et des besoins. Son efficacité dépend aussi de sa sensibilité aux tendances sociales, économiques, politiques et juridiques qui se manifestent. Ses interventions doivent s'inscrire dans l'évolution globale de la société et des divers milieux dans lesquels le système professionnel se développe. L'Office doit à cet égard pouvoir comparer ce qui se passe au Québec avec la situation ailleurs, notamment au Canada et aux États-Unis. Ces exigences tendent à faire de la fonction de recherche à l'Office une fonction de soutien importante. La recherche se fait principalement sous l'éclairage documentaire, juridique et socio-économique.

### • La fonction de communication

Il s'agit d'une fonction essentielle à la réalisation des objectifs de l'organisme. L'Office doit écouter les uns et les autres afin de conseiller utilement le gouvernement. L'Office est également bien placé pour renseigner le public, mais aussi les corporations professionnelles et leurs membres. Cela se traduit notam-

ment par un service de renseignements au public, la production de diverses publications, la participation à des salons d'information, et à des congrès, l'organisation de conférences de presse, la rédaction de communiqués de presse et d'articles destinés à des revues spécialisées, ainsi que par la participation à des émissions d'information. Ces activités d'écoute, d'information et d'animation établissent un pont entre un système complexe et les besoins de la collectivité.

- **La fonction de gestion**

L'Office nomme un nombre donné d'administrateurs et d'administratrices au Bureau de chacune des corporations professionnelles et voit à leur rémunération. Ces personnes sont membres à part entière du bureau et parfois du Comité administratif des corporations professionnelles. Leur raison d'être est de faire valoir un point de vue indépendant au sein d'un Bureau qui, par ailleurs, est composé de membres de la profession concernée. Leur nombre varie de 2 à 4 en proportion du nombre des membres de la corporation professionnelle. En 1989-1990, 129 administrateurs et administratrices siégeaient aux bureaux des 40 corporations professionnelles. Ces personnes sont choisies à même une banque de candidatures constituée à l'Office des professions. Ces noms lui sont suggérés par quelque 500 groupes socio-économiques.

L'Office veille à une représentation la plus complète possible de la population. Il s'efforce notamment de maintenir une bonne répartition hommes/femmes et tend à assurer une représentation régionale adéquate. De plus, il voit à la rémunération des présidents et présidentes des comités de discipline et de leurs suppléants.

## 1.2 Le cadre législatif

### *1.2.1 Les lois professionnelles*

Les responsabilités principales de l'Office des professions du Québec s'inscrivent dans le cadre de l'application du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et de 21 lois constitutives de corporations professionnelles. Ces lois professionnelles confèrent aux membres de chacune des corporations qu'elles régissent, le droit exclusif d'exercer leur activité dans un champ professionnel; il s'agit de :

- la Loi sur les agronomes (L.R.Q., c. A-12);
- la Loi sur les architectes (L.R.Q., c. A-21);
- la Loi sur les arpenteurs-géomètres (L.R.Q., c. A-23);
- la Loi sur les audioprothésistes (L.R.Q., c. A-33);
- la Loi sur le Barreau (L.R.Q., c. B-1);
- la Loi sur les chimistes professionnels (L.R.Q., c. C-15);
- la Loi sur la chiropratique (L.R.Q., c. C-16);
- la Loi sur les comptables agréés (L.R.Q., c. C-48);
- la Loi sur les dentistes (L.R.Q., c. D-3);
- la Loi sur la denturologie (L.R.Q., c. D-4);
- la Loi sur les infirmières et les infirmiers (L.R.Q., c. I-8);
- la Loi sur les ingénieurs (L.R.Q., c. I-9);
- la Loi sur les ingénieurs forestiers (L.R.Q., c. I-10);
- la Loi sur les médecins vétérinaires (L.R.Q., c. M-8);
- la Loi médicale (L.R.Q., c. M-9);
- la Loi sur le notariat (L.R.Q., c. N-2);
- la Loi sur les opticiens d'ordonnances (L.R.Q., c. O-6);
- la Loi sur l'optométrie (L.R.Q., c. O-7);
- la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., c. P-10);
- La Loi sur la podiatrie (L.R.Q., c. P-12);
- la Loi sur les techniciens en radiologie (L.R.Q., c. T-5).

### *1.2.2 Les autres lois*

Certaines responsabilités sont dévolues à l'Office des professions du Québec par d'autres lois, à savoir :

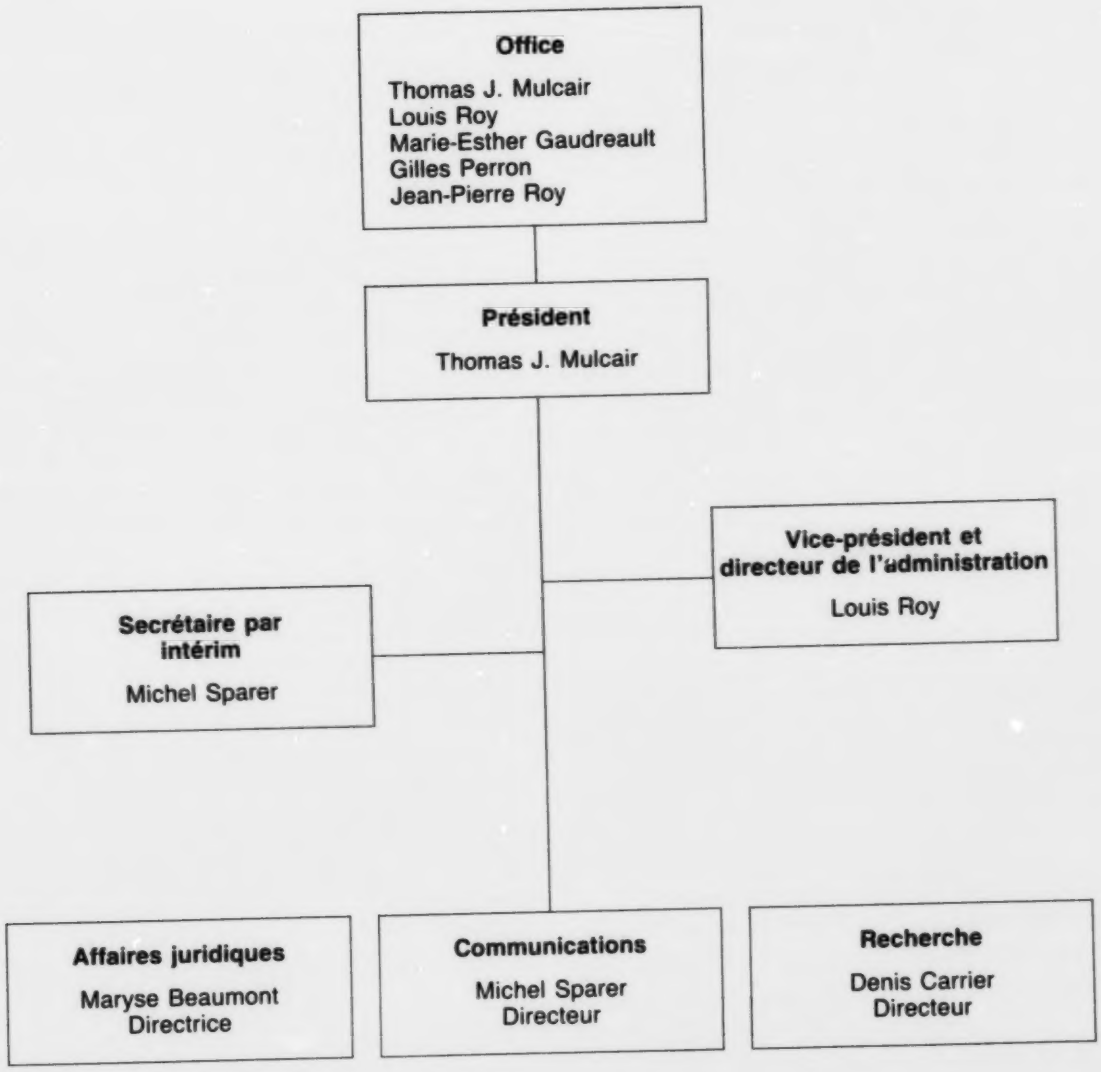
- **La Charte de la langue française**

En application de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11), l'Office des professions du Québec doit veiller à ce que les corporations professionnelles ne délivrent des permis ou certificats qu'aux personnes ayant de la langue officielle, le français, une connaissance appropriée à l'exercice de leur profession.

- **La Loi sur l'assurance-maladie**

L'article 42 de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., c. A-29) prévoit notamment la nomination, sur la recommandation de l'Office des professions du Québec, d'avocats au sein des comités de révision de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, lesquels sont par ailleurs constitués de professionnels de la santé.

## Organigramme



## 2. Les ressources humaines et financières

### 2.1 Les ressources humaines

Le Conseil du trésor a autorisé, pour l'exercice 1989-1990, 43 postes; ceux-ci se répartissent ainsi : un président et un vice-président, 4 cadres supérieurs, 18 professionnels et 19 fonctionnaires.

### 2.2 Les ressources financières et leur répartition

Les crédits attribués à l'Office des professions pour l'année 1989-1990 s'élevaient à 3 181 200 $ comparativement à 3 146 200 $ pour l'année précédente, soit une augmentation de près de 0,1 %. Au cours de l'année, le Conseil du trésor a demandé à l'Office de restreindre ses dépenses de façon à retourner 72 400 $ au fonds consolidé.

Selon la répartition des crédits initialement attribués, 87 % du budget, soit 2 795 000 $ , a été consacré à des dépenses difficilement compressibles, telles que la rémunération des employés, le paiement des honoraires et des frais de séjour et de déplacement des membres de l'Office, des administrateurs nommés et des présidents des comités de discipline, la publication du recueil des décisions disciplinaires des corporations professionnelles (DDCP) et du rapport annuel et enfin, le paiement des loyers des bureaux de Québec et de Montréal.

Différentes mesures prises afin de restreindre les dépenses, dont notamment l'annulation de certaines activités de communication et l'étalement de l'acquisition d'équipements informatiques, ont permis de respecter le gel des crédits fixé par le Conseil du trésor.

**Tableau des ressources financières et de leur répartition**

| Fonctionnement | Budget | Dépenses |
|---|---|---|
| 01 Traitement employés temporaires/ permanents | 1 680 200 $ | 1 590 000 $ |
| 02 Autres rémunérations employés occasionnels | 150 200 $ | 205 700 $ |
| 03 Transport et communications | | |
| Frais de déplacement, d'impression, de poste et de messagerie | 131 200 $ | 153 100 $ |
| 04 Services professionnels | | |
| — administratrices et administrateurs nommés | 266 800 $ | |
| — journée administrateurs (formation) | 6 500 $ | |
| — présidents et présidentes de comités de discipline | 287 000 $ | |
| — décisions disciplinaires des corporations professionnelles | 14 500 $ | |
| — membres à temps partiel | 50 700 $ | |
| — contrats services divers | 45 500 $ | |
| — plan développement des ressources humaines | 10 600 $ | |
| — Divers (frais de réception, cotisations professionnelles, informatique, etc.) | 35 200 $ | 35 200 $ |
| **Total** | **710 200 $** | **710 200 $** |
| 05 Entretien | | |
| Entretien ou réparation du matériel et de l'équipement | 11 500 $ | 3 600 $ |
| 06 Location de matériel, de salles ou d'équipement et loyers des bureaux de Québec et Montréal | 373 100 $ | 372 100 $ |
| 07 Fournitures | | |
| Achat de biens de consommation | 53 700 $ | 40 100 $ |
| 08 Équipement et matériel | | |
| Biens et meubles durables : achats inférieurs à 1 000 $ | 18 800 $ | 9 900 $ |
| 11 Autres dépenses | | |
| Frais de change et intérêts | 2 000 $ | 4 900 $ |
| **Total** | **3 130 900 $** | **3 096 200 $** |

**Tableau des ressources financières et de leur répartition** (suite)

| Fonctionnement | Budget | Dépenses |
|---|---|---|
| Capital | | |
| 08 Équipement et matériel | | |
| Biens et meubles durables : | | |
| achats supérieurs à 1 000 $ | 47 700 $ | 10 000 $ |
| **Total** | **47 700 $** | **10 000 $** |
| Prêt, placement et avance | | |
| 016 Avance permanente | 2 600 $ | 2 600 $ |
| **Total** | **2 600 $** | **2 600 $** |
| **Grand total** | **3 181 200 $** | **3 108 800 $** |

# 3. Les activités de l'Office des professions

## 3.1 Les réunions de l'Office

Du 1er avril 1989 au 31 mars 1990, l'Office a tenu 18 réunions. Elles ont principalement porté sur l'examen et la recommandation des projets de règlement des corporations professionnelles, l'étude des dossiers d'analyse et de recherche, la nomination d'administratrices et d'administrateurs (83) aux bureaux des corporations et la planification et le suivi des activités de l'organisme.

## 3.2 Les activités juridiques

### *3.2.1 Les activités législatives*

Des modifications législatives sont entrées en vigueur au cours de l'exercice 1989-1990. Ces modifications comportent, entre autres, un assouplissement des textes législatifs propre à en faciliter l'application par les corporations professionnelles et à harmoniser la législation avec le Code des professions et la Loi sur les règlements.

- Loi modifiant la Loi sur les agronomes (L.Q., 1989, c. 23)
  - — vise à assouplir la procédure applicable au changement de nom d'une section.
- Loi modifiant la Loi sur les chimistes professionnels (L.Q., 1989, c. 24)
  - — assure une harmonisation avec le Code des professions quant à l'approbation et à l'entrée en vigueur des règlements.
- Loi modifiant la Loi sur les comptables agréés (L.Q., 1989, c. 25)
  - — rend plus adéquate la représentation au sein du Bureau de l'Ordre et étend des privilèges de réciprocité à l'ensemble du Canada.
- Loi modifiant la Loi sur les dentistes (L.Q., 1989, c. 29)
  - — assouplit les règles d'utilisation d'une raison sociale.
- Loi modifiant la Loi sur les infirmières et infirmiers (L.Q., 1989, c. 32)
  - — assouplit les règles applicables au processus électoral et assure l'uniformité des dispositions relatives aux conditions d'obtention d'un permis avec celles prévues au Code des professions.
- Loi modifiant la Loi sur les médecins vétérinaires (L.Q., 1989, c. 26)
  - — vise à assurer la détermination de normes relatives à l'étiquetage et à l'emballage des médicaments vendus par un médecin vétérinaire, attribue le pouvoir de fixer des conditions suivant lesquelles d'autres classes de personnes seront autorisées à poser des actes réservés aux médecins vétérinaires et de déterminer les actes en question.
- Loi modifiant la Loi médicale (L.Q., 1989, c. 27)
  - — vise une harmonisation avec le Code des professions quant à l'application et à l'entrée en vigueur des règlements.
- Loi modifiant la Loi sur le notariat (L.Q., 1989, c. 33)
  - — prévoit la détermination des districts électoraux de la Chambre des notaires du Québec en fonction des districts judiciaires existants et détermine ou précise certaines règles relatives au processus électoral.
- Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnances (L.Q., 1989, c. 34)
  - — assouplit les règles d'utilisation d'une raison sociale.
- Loi modifiant la Loi sur l'optométrie (L.Q., 1989, c. 28)
  - — assure l'harmonisation avec le Code des professions quant à l'approbation et à l'entrée en vigueur des règlements.
- Loi modifiant la Loi sur la pharmacie (L.Q., 1989, c. 31)
  - — régularise l'exécution par les pharmaciens du Québec d'ordonnances équivalentes à celles émises au Québec mais obtenues ailleurs au Canada, permet l'usage d'un titre de spécialiste et assure la continuité des services pharmaceutiques au public en certaines situations d'insolvabilité.
- Loi modifiant la Loi sur la podiatrie (L.Q., 1989, c. 30)
  - — permet la fixation de conditions suivant lesquelles un podiatre peut administrer et prescrire des médicaments à un patient et assure la détermination de normes relatives à la forme et au contenu des ordonnances faites par un podiatre.

De plus, l'Office a suggéré au gouvernement des modifications à six lois professionnelles :

- Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur le Barreau
  - — vise à permettre au fonds d'assurance responsabilité professionnelle d'une corporation d'acquitter une réclamation concernant un ex-membre et précise les limites qui peuvent être fixées quant au montant qu'un fonds d'indemnisation d'une corporation peut verser.
- Loi modifiant la Loi sur les audioprothésistes
  - — supprime l'exigence de subir avec succès les examens professionnels de l'Ordre comme condition d'obtention d'un permis d'exercice de cette profession
- Loi modifiant la Loi sur le Barreau
  - — assouplit des règles régissant le Barreau, son conseil général, son comité administratif, ses conseils de section et ses autres comités; régularise la désignation et la composition de certaines sections; prévoit une augmentation du nombre de membres au sein du comité administratif afin d'assurer la présence d'un administrateur nommé par l'Office des professions; distingue l'admission au Barreau de l'inscription au tableau tout en en précisant les conditions; confère le pouvoir d'établir des normes relatives à la tenue et à la vérification des comptes en fidéicommis, livres et registres des membres; assure à l'ensemble des avocats au Canada les privilèges de réciprocité déjà accordés à ceux des autres provinces; permet le partage des frais judiciaires et extra-judiciaires avec un membre d'un barreau constitué hors du Québec; assure une harmonisation et une plus grande uniformisation avec le Code des professions, notamment en matière disciplinaire.
- Loi modifiant la Loi sur la denturologie
  - — précise les actes constituant le champ d'exercice des membres tout en prévoyant les conditions suivant lesquelles ils peuvent être posés.
- Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnances
  - — permet l'utilisation de la désignation du titre « opticien ».
- Loi modifiant la Loi sur la pharmacie
  - — introduit un pouvoir de réglementation afin d'assurer un meilleur contrôle et une disponibilité plus grande des médicaments au Québec.

Enfin, l'Office a examiné plusieurs projets de loi qui lui ont été soumis en raison des répercussions importantes qu'ils pourraient avoir dans le domaine professionnel.

- Loi sur le Curateur public modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives (projet de loi 145);
- Loi sur les intermédiaires de marché (projet de loi 134);
- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale (projet de loi 137);
- Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux (avant-projet de loi);
- Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et circonstances des décès concernant la communication du dossier de santé du défunt au coroner et le paiement des droits pour le rapport du coroner (projet de loi 36);
- Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes (projet de loi 4, projet de loi 156 et avant-projet de loi à l'étude);
- Loi modifiant la Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre et d'autres dispositions législatives (avant-projet de loi).

### *3.2.2 Les activités réglementaires*

Les règlements du domaine professionnel touchent notamment la déontologie, l'inspection professionnelle, les conditions supplémentaires, la publicité, les honoraires et les diplômes.

Trois entités ont le pouvoir d'adopter des règlements en application du Code des professions : les corporations professionnelles, l'Office des professions et le gouvernement.

La procédure réglementaire varie suivant l'autorité qui adopte le règlement. Par exemple, lorsqu'il s'agit d'un règlement dont l'adoption relève d'une corporation professionnelle, on peut résumer comme suit les principales étapes menant à l'entrée en vigueur d'un règlement : l'adoption par le Bureau de la corporation professionnelle; l'examen par le Bureau des règlements du ministère de la Justice; la publication du règlement à la Gazette officielle du Québec à titre de projet; la consultation, l'examen et la recommandation de l'Office; l'approbation du gouvernement; la publication du règlement à la Gazette officielle du Québec et son entrée en vigueur.

Dans le cadre de l'exercice des pouvoirs qui lui sont attribués dans ce domaine par le Code des professions et les lois professionnelles, l'Office a examiné,

au cours de l'exercice 1989-1990, près d'une soixantaine de règlements qui ont franchi l'étape d'une première publication ou celle de leur entrée en vigueur. À ce nombre s'ajoutent 260 règlements en cours de traitement. Cet accroissement est dû aux modifications du Code des professions qui ont entraîné l'adoption de nombreux règlements obligatoires.

### • Les règlements obligatoires adoptés par les corporations professionnelles en 1989-1990

| Règlements obligatoires | En publication au 31 mars 1990 | En vigueur au 31 mars 1990 |
|---|---|---|
| Délégation d'actes | 1 | 1 |
| Déontologie | 1 | 4 |
| Exercice de l'acupuncture | 1 | |
| Forme et contenu des ordonnances | | 1 |
| Inspection professionnelle | 1 | |
| Modalités d'élection | 1 | 2 |
| Normes d'équivalence de diplômes et de certificats de spécialiste | 2 | |
| Publicité | 1 | 1 |
| Quorum et mode de convocation des assemblées générales | 2 | 1 |

### • Les règlements facultatifs adoptés par les corporations professionnelles en 1989-1990

| Règlements facultatifs | En publication au 31 mars 1990 | En vigueur au 31 mars 1990 |
|---|---|---|
| Assurance-responsabilité | 2 | 3 |
| Conditions supplémentaires | 4 | 3 |
| Équivalence de formation | 2 | 1 |
| Sections régionales | | 1 |
| Tenue des dossiers | 3 | |

### • Les règlements du gouvernement en 1989-1990

| Règlements du gouvernement | En publication au 31 mars 1990 | En vigueur au 31 mars 1990 |
|---|---|---|
| Délimitation du territoire | 2 | 2 |
| Diplômes | | 3 |
| Règlements de prolongation : | | |
| — Tarifs | 1 | 2 |
| — Autres | | 5 |

### • Les règlements de l'Office 1989-1990

| Règlements de l'Office | En publication au 31 mars 1990 | En vigueur au 31 mars 1990 |
|---|---|---|
| Liste des médicaments vétérinaires | 1 | |
| Tarifs d'honoraires | 2 | |

L'Office a poursuivi sa politique en ce qui concerne les tarifs d'honoraires professionnels en adoptant deux nouveaux règlements relatifs aux évaluateurs agréés et aux ingénieurs forestiers. Élaborés après consultation des corporations professionnelles et des ministères et organismes intéressés, ils reprennent une disposition introduite par l'Office en 1988, applicable aux architectes, aux arpenteurs-géomètres et aux agronomes, qui permet la négociation d'un tarif entre le professionnel et son client.

Par ailleurs, le projet de tarification des honoraires pour les services rendus par les ingénieurs forestiers n'a pas eu de suite puisque le Bureau de l'Ordre des ingénieurs forestiers avisait l'Office le 16 octobre 1989 de son intention de ne plus requérir de tarification pour ses membres.

### • Les règlements obligatoires des corporations professionnelles

Le Code des professions oblige chaque corporation professionnelle à réglementer les huit domaines suivants :

— l'arbitrage des comptes;

— la conservation des dossiers;

— la déontologie;

— l'inspection professionnelle;

— la publicité;

— le quorum et le mode de convocation des assemblées générales;

— la date et les modalités d'élection, la date et le moment de l'entrée en fonction et la durée du mandat du président et des administrateurs élus;

— les normes d'équivalence des diplômes.

Par ailleurs, le Code des professions oblige aussi une corporation professionnelle dont les membres sont appelés à détenir des sommes d'argent ou autres valeurs pour le compte de leurs clients, à établir un fonds d'indemnisation. Le 31 mars 1990, cinq corporations professionnelles disposaient d'un tel fonds. Il s'agit de :

— la Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec;

— la Corporation professionnelle des avocats du Québec;

— la Corporation professionnelle des comptables agréés du Québec;

— la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec;

— la Corporation professionnelle des notaires du Québec.

### *3.2.3 Les activités judiciaires*

Du 1er avril 1989 au 31 mars 1990, l'Office a été partie à 16 instances judiciaires : 2 dossiers ont été clos après jugements définitifs et un jugement interlocutoire a été rendu.

L'Office est aussi intervenu auprès du Procureur général pour qu'il prenne position dans différentes instances judiciaires; ceci s'est traduit notamment par la présentation d'un mémoire, devant la Cour suprême du Canada, dans l'Affaire « The Royal College of Dental Surgeons of Ontario et al. c. Howard Rocket », qui a été entendue par cette Cour le 22 mars 1990. Cette affaire concerne la légalité des restrictions apportées à la publicité professionnelle.*

L'Office a par ailleurs collaboré avec le Procureur général dans certains cas relatifs au domaine professionnel. Les Chartes des droits furent invoquées dans la plupart de ces cas.

Le tableau suivant fournit une liste et un état sommaire de ces instances.

* Le 21 juin 1990, la Cour suprême rendait jugement dans cette affaire et a déclaré que les limites sévères qu'imposait le règlement de publicité adopté par le Collège Royal des chirurgiens dentistes d'Ontario portaient atteinte à la liberté d'expression des membres.

**• La représentation de l'Office devant les tribunaux**

Au 31 mars 1990

| Nom des parties | Objet | État du dossier |
|---|---|---|
| 1. Tris Coffin c. Michel Bolduc & al. | Statut des comités de discipline | Cour d'Appel (Désistement) |
| 2. Jean L. Hébert c. Michel Bolduc & al. | Statut des comités de discipline | Cour d'Appel |
| 3. Alain Maltais c. Michel Bolduc & al. | Statut des comités de discipline | Cour d'Appel |
| 4. Magella Munger c. Michel Bolduc & al. | Statut des comités de discipline | Cour d'Appel |
| 5. Corp. prof. des médecins vétérinaires c. Jean-Paul Hardy & al. | Application du Code des professions à un préposé du gouv. fédéral | Cour d'Appel |
| 6. Corp. prof. des infir. aux. c. Ordre des infir. & infir. du Québec & al. | Légalité du règlement de délégation d'actes | Cour d'Appel (Désistement) |
| 7. Guilde des comptables commerciaux & al. c. Office des professions & al. | Utilisation du terme « comptable commercial » | Cour supérieure (Audition non fixée) |
| 8. Ordre des podiatres & al. c. Procureur général du Québec & al. | Légalité d'un règlement | Cour supérieure (Audition non fixée) |
| 9. Lemire et al. c. Beaulne et P.G.Q. et O.P.Q. | Pouvoir d'enquête du syndic | Cour d'Appel (Jugement le 89.10.11 rejetant l'appel du syndic) |
| 10. Martine Migaud & al. c. Corp. prof. des médecins du Québec, P.G.Q. et O.P.Q. | Contestation du règlement d'acupuncture | Cour supérieure (Audition non fixée) |
| 11. Ordre des pharmaciens du Québec c. Corp. prof. des médecins vétérinaires du Québec et O.P.Q. | Vente de médicaments vétérinaires | Cour d'Appel (Audition non fixée) |
| 12. Chabot c. Ordre des audioprothésistes du Québec & al. | Exercice de la profession à titre de salarié | Cour supérieure (Audition non fixée) |

**• La représentation de l'Office devant les tribunaux** (suite)

Au 31 mars 1990

| Nom des parties | Objet | État du dossier |
|---|---|---|
| 13. Nantais c. Bolduc & al., P.G.Q. et O.P.Q. | Statut des comités de discipline | Cour d'Appel (Désistement de procédures) |
| 14. Ordre des optométristes c. Corp. prof des médecins du Québec et O.P.Q. | Légalité du Règlement de délégation d'actes (orthoptistes) | Cour supérieure, action en nullité; requête pour sursis (Jugement le 89.07.10 refusant le sursis) |
| 15. M. Chevalier c. Barreau du Québec & al. | Légalité du Règlement sur la souscription obligatoire au Fonds d'assurance-responsabilité professionnelle du Barreau | Cour supérieure, action en nullité (Audition prévue les 16 et 17 mai 1990) |
| 16. Corp. prof. des comptables en man. acc. c. Corp. prof. des C.G.A. & al | Publicité des C.G.A. utilisation illégale de l'expression « expert comptable en gestion des affaires » | Cour supérieure (injonction interlocutoire 17 septembre 1990) |

## 3.3 Les activités de concertation

### *3.3.1 Avec le Conseil interprofessionnel du Québec*

**• Rencontres**

L'Office des professions entretient avec le Conseil interprofessionnel du Québec des relations suivies. L'Office informe le Conseil des actions importantes qu'il compte entreprendre. Il consulte cet organisme lorsque la loi le prévoit mais aussi lorsqu'il le juge opportun.

Au cours de l'exercice 1989-1990, des membres de l'Office ont rencontré des membres du Conseil interprofessionnel à plusieurs reprises pour faire le point sur des dossiers d'intérêt commun.

De plus, les membres de l'Office ont rencontré, le 19 février 1990, le comité administratif du Conseil interprofessionnel et, le 30 avril 1990, l'ensemble des membres du Conseil interprofessionnel. À ces rencontres, les échanges ont porté, notamment sur l'assurance-responsabilité professionnelle, l'éventuelle modification du chapitre 15 du traité de libre-échange, l'exercice d'une profession en société par actions, la consultation sur les médecines douces et la publicité des professionnels.

**• Congrès de l'Union mondiale des professions libérales**

L'Union mondiale des professions libérales a tenu, à la fin d'août 1989, son premier congrès à Montréal. L'Office, avec le Conseil interprofessionnel du Québec, y a collaboré en participant au comité organisateur et à différents comités de support. Il a en outre effectué le repérage, la description et l'analyse sommaire des nombreuses ententes ou traités internationaux en vigueur qui se rapportent à la libre circulation des professionnels. L'étude a été publiée lors du congrès et elle a servi de base à la conférence sur la mobilité des professionnels.

**• Le projet fédéral de taxe sur les produits et services**

Le projet fédéral de taxe sur les produits et services risque d'avoir des conséquences sur la pratique de plusieurs professionnels. Aussi, l'Office a collaboré avec le Conseil interprofessionnel à l'étude du projet et un de ses représentants a assisté à la présentation du mémoire du Conseil devant le Comité permanent des finances de la Chambre des communes, en octobre 1989.

### *3.3.2 Avec les corporations professionnelles*

L'Office des professions est naturellement en rapport avec les corporations professionnelles. Il les consulte, les écoute et les informe.

**• Physiothérapeutes/médecins : la question du diagnostic médical préalable**

Les interventions soutenues de l'Office dans un différend opposant la Corporation professionnelle des médecins à celle des physiothérapeutes, au sujet de l'obligation déontologique imposée à ces derniers d'obtenir un diagnostic médical avant de poser un acte

de physiothérapie, ont amené ces deux groupes à une solution satisfaisante. Ainsi, selon un règlement récemment adopté, le diagnostic médical préalable n'est plus requis et il revient au physiothérapeute lui-même de déterminer s'il doit en exiger un avant d'élaborer un plan de traitement.

#### • La délégation d'actes des dentistes aux hygiénistes dentaires

Après plusieurs rencontres et discussions entre des représentants de l'Ordre des dentistes du Québec, de la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec et de l'Office, le bureau de l'Ordre des dentistes adoptait, à sa réunion du 6 octobre 1989, un règlement concernant certains actes qui peuvent être posés par les hygiénistes dentaires. Ce règlement a été publié, à titre de projet, à la Gazette officielle du Québec du 7 février 1990, afin d'obtenir les commentaires des personnes intéressées et de permettre à l'Office de faire ses recommandations au gouvernement. Toutefois, à la fin du mois de mars, le bureau de l'Ordre des dentistes avisait l'Office de sa décision de retirer le règlement publié. Peu de temps après, l'Office mettait l'Ordre des dentistes en demeure d'en adopter un dans un délai fixé.

#### • Dentistes/denturologistes

À la suite du rapport du Comité tripartite sur la prothèse partielle amovible, l'Office a formulé ses recommandations au gouvernement. Celles-ci se sont traduites par une proposition de modifications à la Loi sur la denturologie. Ces modifications ont pour objet de supprimer l'obligation pour un denturologiste de ne poser un acte que sur ordonnance ou certificat de santé buccale délivré par un dentiste. Elles prévoient toutefois, dans le cas d'une prothèse dentaire partielle amovible, que le denturologiste doit s'assurer que le patient a subi un examen par un dentiste au cours des 12 derniers mois ou, à défaut, l'informer qu'il est fortement recommandé de subir un tel examen. De plus, une modification vient préciser certains actes qu'il est interdit à un denturologiste de poser dans l'exercice de sa profession. Un projet de loi à cet effet a été déposé devant l'Assemblée nationale puis déféré à une commission parlementaire qui se tiendra les 11 et 12 septembre prochains. À cette occasion, une douzaine de groupes intéressés pourront faire valoir leur point de vue respectif.

#### • Intégration des diplômés de l'École de technologie supérieure à l'Ordre des ingénieurs

Une entente a mis fin à des difficultés vieilles d'environ quinze ans au sujet de la reconnaissance professionnelle des diplômés de l'École de technologie supérieure. L'entente conclue grâce aux efforts d'un comité mixte présidé par M. Gilles Perron, membre de l'Office, prévoit les conditions et modalités d'intégration à la Corporation professionnelle des ingénieurs. Ce comité a poursuivi son action en veillant à la mise en oeuvre et à la préparation des examens spéciaux convenus. D'ores et déjà, selon le calendrier arrêté et à la lumière des examens déjà faits, l'opération a réussi. Par ailleurs, pour compléter l'intégration, l'École vient d'obtenir l'accréditation de son programme modifié auprès du Bureau canadien de l'accréditation des programmes d'ingénierie. Un premier groupe de 45 diplômés vient d'être intégré à l'Ordre des ingénieurs du Québec.

#### • Intégration des techniciens forestiers à la Corporation professionnelle des technologues des sciences appliquées

Grâce aux travaux d'un comité mixte présidé par l'Office et comprenant des représentants de l'Association des techniciens forestiers et de la Corporation professionnelle des technologues des sciences appliquées, la question de la reconnaissance professionnelle des techniciens forestiers a trouvé enfin solution. La Corporation et l'Association des techniciens forestiers ont convenu d'un protocole permettant l'évaluation de la compétence et l'admission de la plupart des techniciens forestiers comme technologues des sciences appliquées. Les parties viennent de décider d'étendre davantage la portée du protocole en raison du grand succès qu'il a connu.

### *3.3.3 Avec les organismes professionnels provinciaux*

#### • IIe Conférence interprovinciale sur le système professionnel

Dans le but de promouvoir une concertation interprovinciale en matière de droit professionnel et de gestion du système professionnel, l'Office a organisé à Québec les 7, 8, 9 et 10 février 1990, la IIe Conférence interprovinciale sur le système professionnel.

Réunissant des représentants des dix provinces canadiennes et du gouvernement fédéral, cette conférence avait un double but :

— d'une part, permettre à ceux et celles qui, dans chacune des administrations gouvernementales provinciales, administrent des lois professionnelles, d'échanger des données, des documents et des opinions sur des problèmes d'intérêt commun;

— d'autre part, envisager l'harmonisation progressive des législations et des politiques provinciales en la matière, notamment sous l'éclairage des transformations socio-économiques, telles le libre-échange Canada-États-Unis.

Plus particulièrement, la IIe Conférence interprovinciale a permis d'aborder deux sujets principaux : la mobilité professionnelle et le statut professionnel.

La mobilité professionnelle a été envisagée sous le triple point de vue de la mobilité interprovinciale, de la mobilité internationale et de la formation des professionnels dans la perspective de la mobilité interprovinciale et internationale.

Le statut professionnel a été envisagé sous deux points de vue principaux : celui des disparités interprovinciales et celui de la reconnaissance de nouvelles professions.

L'Office a proposé aux participants d'envisager à la fois l'harmonisation des législations provinciales en cause et la concertation en matière de droit nouveau ayant des incidences sur la mobilité et sur le statut professionnel. La conférence s'est terminée sur la constitution d'un réseau interprovincial d'échange de renseignements.

#### *3.3.4 Concertation avec les responsables de la réglementation professionnelle du Canada et des États-Unis — National Clearinghouse on Licensure, Enforcement and Regulation (CLEAR)*

L'Office s'efforce de suivre de près l'évolution des professions et de leur réglementation au Canada et en Amérique du Nord. Une occasion unique lui est offerte par sa participation à un organisme américain, le National Clearinghouse on Licensure, Enforcement and Regulation (CLEAR). Cet organisme a précisément pour mandat de favoriser la concertation entre les autorités responsables : il veille à faciliter les communications, il recueille et diffuse l'information, il effectue des études destinées à l'amélioration du contrôle professionnel et participe à la formation des responsables. Établi depuis 1980, CLEAR regroupe maintenant les représentants des autorités responsables de tous les États américains et de la plupart des provinces canadiennes. En 1989, l'Office en est devenu membre et participe à ses activités. C'est une occasion de faire connaître le système professionnel québécois.

### 3.4 Les activités reliées à la fonction de conseil

#### 3.4.1 Révision du mécanisme disciplinaire

Parmi les aspects du système professionnel qui nécessitent de temps à autre des mesures de perfectionnement, d'adaptation ou de réforme, le système disciplinaire retient, depuis plusieurs années, l'attention de l'Office des professions du Québec. L'Office a informé le ministre responsable de l'application des lois professionnelles de ses réflexions sur le mécanisme disciplinaire.

Le ministre a demandé à l'Office de lui donner un avis quant à l'opportunité d'apporter à nouveau certaines mises au point ou modifications.

#### *3.4.2 Rapport au ministre*

Des déclarations publiques du président de l'Association des chirurgiens dentistes selon lesquelles certains dentistes se prêteraient à des pratiques critiquables en matière de facturation des soins assurés ont retenu l'attention de l'Office des professions du Québec et du ministre responsable de l'application des lois professionnelles. Le ministre a demandé à l'Office de lui faire rapport à ce sujet.

#### *3.4.3 Demandes de reconnaissance professionnelle*

Les analyses et avis relatifs à la reconnaissance professionnelle et aux demandes de constitution en corporation occupent une place importante parmi les activités de l'Office. Dans chaque cas examiné, il faut déterminer, à la lumière des facteurs énoncés au Code des professions, si l'autogestion dans le domaine concerné servirait à mieux protéger le public.

Pour juger de cette opportunité, l'Office prend en compte l'objectif de protection du public et, plus spécialement, se fonde sur cinq facteurs :

1. les connaissances requises pour exercer les activités des personnes qui seraient régies par la corporation dont la constitution est proposée;
2. le degré d'autonomie dont jouissent les personnes qui seraient membres de la corporation dans l'exercice des activités dont il s'agit, et la difficulté de porter un jugement sur ces activités pour des gens ne possédant pas une formation et une qualification de même nature;
3. le caractère personnel des rapports entre ces personnes et les gens recourant à leurs services, en raison de la confiance particulière que ces derniers sont appelés à leur témoigner, par le fait notamment qu'elles leur dispensent des soins ou qu'elles administrent leurs biens;
4. la gravité du préjudice ou des dommages qui pourraient être subis par les gens recourant aux services de ces personnes par suite du fait que leur compétence ou leur intégrité ne seraient pas contrôlées par la corporation;
5. le caractère confidentiel des renseignements que ces personnes sont appelées à connaître dans l'exercice de leur profession. (Article 25 du Code des professions L.R.Q., c. C-26)

En 1989-1990, l'Office a donc poursuivi l'étude de plusieurs demandes de reconnaissance professionnelle qui concernent :

- les acupuncteurs;
- les architectes paysagistes;
- les biologistes et microbiologistes;
- les décorateurs-ensembliers;
- les diplômés en sciences et technologie des aliments;
- les géologues et géophysiciens;
- les masseurs, massothérapeutes et orthothérapeutes;
- les professionnels en pratique alternative de santé;
- les thanatologues;
- les thérapeutes en réadaptation physique;
- les thérapeutes conjugaux et familiaux;
- les traducteurs, interprètes et terminologues.

Enfin, l'Office a reçu des demandes de renseignements de la part de personnes ou de groupes cherchant la reconnaissance professionnelle. En tout, l'Office a donc remis à quarante personnes ou groupes le document explicatif et le questionnaire de l'Office relatifs à la demande de constitution en corporation professionnelle.

### *3.4.4 Les conditions supplémentaires*

Une autre réalisation importante de l'Office touche les conditions supplémentaires. Il s'agit des examens, stages et cours qu'une corporation professionnelle peut imposer préalablement à la délivrance du permis. Ces conditions s'ajoutent à la formation initiale et au diplôme requis.

La position de l'Office quant aux conditions supplémentaires est connue depuis de nombreuses années. En exigeant des conditions supplémentaires, les corporations professionnelles ne doivent pas imposer à leurs candidats une seconde évaluation des connaissances acquises pour l'obtention de leur diplôme.

L'Office demeure ouvert aux requêtes des corporations en cette matière. Si de telles requêtes sont justifiées, l'Office les acheminera au gouvernement avec des recommandations favorables. Il pourrait s'agir, par exemple, de périodes d'initiation encadrée axées sur de réels objectifs d'intégration à la pratique professionnelle.

Dans cette perspective et dans l'esprit des travaux menés en 1988-1989, l'Office s'intéresse de près à l'adéquation entre la formation dispensée par les établissements d'enseignement et les besoins réels du monde professionnel.

## 3.5 Les activités de surveillance

Pour savoir comment les corporations professionnelles s'acquittent de leur devoir de protéger le public, l'Office analyse systématiquement leurs rapports annuels. L'analyse couvre également les états financiers qui sont compris dans le rapport annuel. Une grille a été élaborée et appliquée aux rapports des exercices 1986-1987, 1987-1988 et 1988-1989.

### • Conformité des rapports annuels des corporations professionnelles aux exigences réglementaires

En procédant à l'analyse des rapports annuels des corporations professionnelles, l'Office a constaté que, dans l'ensemble, les corporations se conforment au règlement du gouvernement qui régit le contenu et la forme du rapport annuel, et fournissent ainsi l'information essentielle sur leur structure et leur fonctionnement. Les omissions sont plutôt mineures et elles peuvent souligner le besoin de revoir et d'adapter le règlement. L'Office a porté ses constatations à l'attention de chacune des corporations, en même temps qu'il a amorcé la consultation en vue d'une éventuelle révision du règlement. Par ailleurs, l'analyse a soulevé l'inquiétude de l'Office quant à l'accomplissement par certaines corporations de leur devoir de procéder à l'inspection professionnelle. Ainsi, des explications ont été demandées à douze corporations et, d'ores et déjà, il semble que des correctifs soient apportés.

### • Interventions de l'Office auprès des corporations professionnelles

En vertu de l'article 12 du Code des professions, l'Office des professions doit veiller à ce que chaque corporation professionnelle assure la protection du public.

Dans le cadre de l'exécution de ce mandat, l'Office doit notamment veiller à ce que les corporations professionnelles et leurs membres utilisent les titres professionnels qui leur sont attribués par la loi. Il doit en outre veiller à ce que les corporations professionnelles suivent la procédure prévue au Code des professions notamment quant à l'établissement de leurs normes et règles administratives.

Ainsi, au cours de l'exercice 1989-1990, l'Office est intervenu auprès d'une corporation professionnelle en raison de l'utilisation illégale de titres professionnels et auprès d'autres, au sujet de leur rapport annuel.

De plus, l'Office a été saisi de 269 plaintes dont 31 provenant du public quant au mécanisme disciplinaire de 10 corporations professionnelles (Voir tableau page 26). L'Office vérifie et, dans certains cas, intervient auprès de la corporation concernée afin qu'elle s'acquitte de son mandat. Il vérifie par la suite si la situation a été corrigée.

## 3.6 Les activités de recherche

### • Médecines douces et assurances

Afin de mieux connaître le besoin du public et l'importance économique du recours à des approches et thérapies distinctes de la médecine traditionnelle, l'Office a entrepris une enquête, notamment auprès des sociétés d'assurances qui couvrent les services et frais à ce titre. Des données ont été fournies, par un échantillon important de ces sociétés, sur la nature de la couverture, la durée, les conditions de remboursement, le nombre de réclamations et les sommes concernées. L'Office termine le traitement de ces données. Il compte par la suite étendre son enquête auprès des assureurs de la responsabilité des praticiens dans ce domaine, indicatif important des risques et de la mesure de protection dont peut bénéficier le public. Par ailleurs, ont été abordés les aspects fiscaux, et particulièrement les déductions autorisées au titre des frais de santé, ainsi que les conditions de remboursement dans le cadre de régimes d'assurances publiques.

### • Étude sur la permutabilité de la preuve dans les instances civile, pénale et disciplinaire

Un même acte professionnel peut donner lieu à plusieurs instances : civile, pénale ou disciplinaire, différentes par nature et par l'objectif recherché. La preuve recueillie à l'occasion de l'une d'elles pourrait être utile dans l'autre, même si l'établissement de cette preuve, sa recevabilité et sa valeur répondent à des règles différentes selon qu'on est au civil, au pénal ou dans une instance disciplinaire. Une telle permutabilité présente des risques et elle n'est pas toujours permise. Ainsi, le Code des professions l'interdit en partie pour ce qui est du témoignage devant un comité de discipline. L'étude fait voir dans quels cas et à quelles conditions cette utilisation de la preuve est acceptée. Les travaux ayant été achevés au cours de l'exercice 1989-1990, il est prévu de la publier en 1990-1991.

## 3.7 Les activités de communication

Ces activités touchent divers milieux internes ou externes. Il s'agit d'écouter et de se renseigner pour pouvoir informer. Le domaine professionnel comporte principalement 40 corporations regroupant 220 000 professionnels, qui fournissent une telle variété de services qu'ils sont susceptibles d'être en relation avec l'ensemble de la population de la province. Au-delà de ses activités de concertation et de sa mission de surveillance du système professionnel, l'Office doit informer le public en général, notamment sur la protection que lui apporte l'existence de professions constituées en corporations professionnelles ainsi que sur les recours disponibles en cas de problèmes liés aux services professionnels.

### • L'information du public

Dans ses communications au public, l'Office veut profiter des occasions qui lui sont offertes pour faire ressortir l'importance qui doit s'attacher à certains axes ou certains principes pour la protection du public. C'est le cas, par exemple, pour la déontologie en matière professionnelle, perçue autant dans sa valeur éducative et incitative que dans ses aspects disciplinaires. Notamment, le président a présenté une allocution au symposium sur la fonction policière, tenue à Sherbrooke en juin 1989. L'Office a aussi collaboré à la tenue d'un colloque sur la déontologie organisé par l'Université du Québec à Rimouski, en mai 1989. Ce dernier colloque a d'ailleurs donné lieu à la publication d'une bibliographie sélective, établie et mise à jour par l'Office : *L'éthique professionnelle*, Cahiers de recherche éthique no 13, Montréal, Fides, 1989, pp. 177-189.

L'Office a par ailleurs participé à titre d'exposant au Salon de l'étudiant et de l'étudiante à Québec ainsi qu'au Salon Info-Services Plus à Roberval. Ces deux activités avaient pour objectif de faire connaître au grand public le système professionnel ainsi que les droits et recours du citoyen en matière de services professionnels.

L'Office dispense aussi un service de renseignements et d'assistance. Il donne suite, dans la mesure de son mandat et de ses moyens d'intervention, aux demandes de renseignements et aux plaintes qui lui sont adressées. Durant l'exercice 1989-1990, l'Office a reçu 4 127 demandes de renseignements généraux.

Les renseignements généraux portent notamment sur :

- la constitution de corporations professionnelles;
- les médecines parallèles;
- le nom des présidents des corporations professionnelles;
- les adresses des corporations professionnelles;
- le titre réservé;
- les corporations professionnelles à champ d'exercice exclusif;
- la nomination d'administrateurs nommés;
- les autres organismes gouvernementaux.

L'Office répond à chacune de ces demandes et dirige, s'il y a lieu, les citoyens vers les organismes concernés.

De plus, l'Office des professions offre onze dépliants d'information permettant au public de connaître le fonctionnement du système professionnel québécois et ses principaux intervenants. Il s'agit de :

— Le système professionnel québécois au service du public;
— Corporations professionnelles et services de qualité : une question de garantie;
— Des lois qui confèrent des droits;
— L'Office des professions du Québec, un actif pour la protection du public;
— Le public présent dans les corporations professionnelles;
— Conseils pratiques pour de meilleurs services professionnels;
— Services professionnels : des recours existent;
— Le Bureau d'une corporation professionnelle;
— Quebec's professional system at the public's service;
— Laws that give you rights;
— Professional services : what to do, if you're dissatisfied.

En 1989-1990, l'Office a également reçu 269 plaintes écrites ou téléphoniques. Du nombre de ces plaintes, 238 concernaient des professionnels alors que 31 avaient trait au système disciplinaire.

Les principaux motifs de plaintes du public à l'égard du système disciplinaire des corporations professionnelles sont :

— l'insatisfaction quant à l'enquête menée par le syndic;
— le délai trop long à répondre de la part du syndic;
— l'insatisfaction à l'égard du comité de discipline;
— l'insatisfaction quant à la conciliation d'honoraires et à l'égard du comité d'arbitrage.

**Nombre de plaintes adressées à l'Office des professions du Québec**

| Corporations professionnelles | Nombre de membres | Contre professionnels | Contre système disciplin. | Total |
|---|---|---|---|---|
| Administrateurs agréés | 2 025 | 1 | — | 1 |
| Architectes | 2 259 | 2 | 1 | 3 |
| Arpenteurs-géomètres | 837 | 5 | 3 | 8 |
| Audioprothésistes | 128 | 2 | — | 2 |
| Avocats | 12 066 | 29 | 9 | 38 |
| Chiropraticiens | 714 | 4 | — | 4 |
| Comptables agréés | 11 930 | 2 | 1 | 3 |
| Dentistes | 3 012 | 40 | 4 | 44 |
| Denturologistes | 855 | 27 | 1 | 28 |
| Évaluateurs agréés | 944 | 1 | 2 | 3 |
| Ingénieurs | 29 753 | 2 | — | 2 |
| Médecins | 16 182 | 31 | 7 | 38 |
| Médecins vétérinaires | 1 276 | 3 | — | 3 |
| Notaires | 3 016 | 32 | 2 | 34 |
| Opticiens d'ordonnances | 524 | 10 | — | 10 |
| Optométristes | 967 | 43 (31 pour refus de donner l'ordon.) | - | 43 |
| Pharmaciens | 4 229 | 1 | — | 1 |
| Podiatres | 102 | 1 | — | 1 |
| Psychologues | 4 030 | — | 1 | 1 |
| Techniciens en radiologie | 3 117 | 1 | — | 1 |
| Travailleurs sociaux | 2 197 | 1 | — | 1 |
| **Total** | | **238** | **31** | **269** |

L'Office des professions ne s'immisce pas dans l'application ordinaire des mandats que la loi confie directement aux corporations professionnelles ou à leur syndic. Il n'intervient donc que sur certains aspects des plaintes. Par exemple, l'Office des professions peut rappeler à un syndic que, selon l'article 123 du Code des professions, le délai raisonnable n'est pas respecté. L'Office peut, à l'occasion, demander au syndic copie de la réponse transmise à un citoyen à la suite d'une demande d'enquête.

Enfin, les plaintes formulées contre les professionnels se divisent en deux catégories :

— les plaintes relatives à des honoraires trop élevés;

— les plaintes ayant trait à la déontologie.

Les motifs de plaintes concernant la déontologie se résument ainsi :

— incompétence;

— négligence;

— fraude;

— conflits d'intérêts.

En réponse à ces plaintes, l'Office informe les citoyens de leurs droits et recours, et les dirige vers les syndics des corporations professionnelles visées.

### • L'information vers les médias

L'Office, par la voix de son président ou de son vice-président, a accordé plusieurs entrevues aux médias électroniques et écrits ainsi qu'à la presse spécialisée. Ces interventions portaient sur des sujets variés tels les médecines alternatives, le rôle de l'Office, le processus disciplinaire et la création de nouvelles corporations professionnelles.

### • L'information des corporations professionnelles

Outre les rencontres ponctuelles tenues pendant l'année, l'Office a participé à deux réunions formelles avec le Conseil interprofessionnel du Québec, l'une avec le comité administratif et l'autre avec le Conseil. En 1989-1990, l'Office a été présent aux Congrès des corporations professionnelles suivantes :

— agronomes;

— administrateurs agréés;

— arpenteurs-géomètres;

— avocats;

— comptables agréés;

— comptables en management accrédités;

— conseillers et conseillères d'orientation;

— conseillers en relations industrielles;

— dentistes;

— denturologistes;

— diététistes;

— évaluateurs agréés;

— infirmières et infirmiers auxiliaires;

— ingénieurs forestiers;

— inhalothérapeutes;

— médecins vétérinaires;

— notaires;

— orthophonistes et audiologistes;

— pharmaciens;

— physiothérapeutes;

— psychologues;

— techniciens en radiologie;

— technologues des sciences appliquées;

— technologistes médicaux.

La participation de l'Office comportait, selon le cas, la présence d'un agent d'information, d'un conférencier et un kiosque d'information. Cette présence contribue à maintenir des liens adéquats entre l'Office et les membres des corporations professionnelles assistant à ces congrès.

Par ailleurs, des membres ou des permanents de l'Office se sont exprimés sur les sujets suivants :

— Congrès annuel de la Corporation professionnelle des technologistes médicaux
Sujet : modifications au Code des professions;

— 21e Conférence de l'Institut canadien de la santé animale
Sujet : médecine vétérinaire;

— Congrès de l'Ordre des techniciens en radiologie
Sujet : système professionnel;

— Congrès de l'Ordre des pharmaciens
Sujet : l'évolution de la pratique de la pharmacie et la protection du public;

— Symposium sur la déontologie policière
Tribune sur la déontologie et la professionnalisation de la fonction policière;

— 18e assemblée annuelle du Conseil d'administration du Conseil canadien des techniciens et technologues
Sujet : le système juridique du Québec;

— Congrès national de l'Institut agricole du Canada
Sujet : le système professionnel québécois;

— Conférence donnée aux orthophonistes-audiologistes
Sujet : la réglementation professionnelle;

— Conférence donnée aux médecins vétérinaires
Sujet : les règlements de publicité;

— Conférence donnée aux membres du bureau de l'Ordre des agronomes
Sujet : le système professionnel en général;

— Conférence donnée aux denturologistes
Sujet : la publicité professionnelle;

— Conférence donnée à l'Hôpital de Saint-Julien
Sujet : le secret professionnel;

— Conférence donnée aux étudiants en actuariat de l'Université Laval
Sujet : le système professionnel

— Congrès de l'Union mondiale des professions libérales, Montréal
Sujet : ententes et traités internationaux régissant la libre circulation des professionnels entre pays;

— Conférence interprovinciale sur le système professionnel
Sujet : reconnaissance de nouvelles professions et médecines douces;

— Assemblée du Syndicat professionnel des acupuncteurs et acupunctrices du Québec
Sujet : règles et procédures en matière de reconnaissance professionnelle;

— Assemblée annuelle des génagogues du Québec
Sujet : règles et procédures en matière de reconnaissance professionnelle et déontologie.

L'Office a également participé à une séance d'information organisée à l'intention des secrétaires de comités de discipline des corporations professionnelles.

Enfin, dans le but de rendre disponible le résultat de recherches, l'Office a préparé ou publié certains documents :

— « Bibliographie thématique » dans *L'éthique professionnelle*, Cahiers de recherche éthique no 13, Montréal, Fides, 1989;

— *The Professions in Canada* — Province by Province Summary of Legislation, Québec, Office des professions, 1990;

— *Les ententes et traités internationaux régissant la libre circulation des professionnels entre pays*, Québec, Office des professions, 1989.

### • Journée d'information sur la publicité

À la suite de deux arrêts de la Cour suprême du Canada où il a été statué que la liberté d'expression s'étend au discours commercial et que, par conséquent, la réglementation de la publicité peut constituer une atteinte à la liberté d'expression, l'Office a pris l'initiative de convoquer une réunion des présidents des quarante corporations professionnelles du Québec et ce, dans un double but :

— d'une part, les informer sur la portée des jugements de la Cour suprême ainsi que sur l'effet que cette jurisprudence pourrait avoir sur la validité des règlements relatifs à la publicité des professionnels;

— d'autre part, permettre aux quarante corporations professionnelles de débattre entre elles de ce problème et des solutions disponibles.

Cette réunion s'est tenue à Montréal le 1er décembre 1989.

### • L'information des administratrices et administrateurs nommés

L'Office publie un bulletin d'information le « Trait d'union » destiné aux administratrices et administrateurs nommés. Ce bulletin les informe sur les avis et les décisions de l'Office, leur transmet des renseignements utiles quant à l'accomplissement de leur mandat et leur permet de faire part aux autres administrateurs de leurs expériences.

Par ailleurs, le 20 octobre 1989, l'Office a tenu à Québec la rencontre annuelle de formation et d'information à l'intention des administratrices et administrateurs qu'il nomme au sein du bureau de chaque corporation professionnelle. Cette rencontre annuelle permet à l'Office d'informer et d'écouter les personnes nommées pendant l'année.

### • L'accès à l'information

Au cours de l'exercice 1989-1990, l'Office a reçu 6 demandes d'accès à des documents.

## 3.8 Les activités de gestion reliées au système professionnel

### • La publication des décisions disciplinaires

Le Code des professions impose à l'Office l'obligation de publier chaque année un recueil de certaines décisions rendues en matière disciplinaire. Toutefois, lorsqu'une ordonnance de non-publication a été prononcée, on omet de mentionner le nom des parties et des personnes concernées, sauf celui de la corporation intéressée.

Le tableau suivant fournit le nombre de décisions disciplinaires reçues, au cours de la période du 1er avril 1989 au 31 mars 1990, du Tribunal des professions et des comités de discipline des corporations professionnelles, conformément au Code des professions.

**Tableau des décisions disciplinaires reçues en 1989-1990**

| Corporation | Tribunal des professions | Comité de discipline |
|---|---|---|
| Architectes | 0 | 2 |
| Arpenteurs-géomètres | 2 | 4 |
| Audioprothésistes | 2 | 0 |
| Avocats | 36 | 58 |
| Chiropraticiens | 1 | 2 |
| Comptables agréés | 17 | 10 |
| Comptables généraux licenciés | 3 | 0 |
| Dentistes | 9 | 125 |
| Denturologistes | 2 | 41 |
| Infirmières et infirmiers | 2 | 18 |
| Infirmières et inf. auxiliaires | 3 | 5 |
| Ingénieurs | 0 | 3 |
| Ingénieurs forestiers | 2 | 0 |
| Médecins | 19 | 7 |
| Médecins vétérinaires | 7 | 37 |
| Notaires | 5 | 27 |
| Opticiens d'ordonnances | 11 | 16 |
| Orthophonistes et audiologistes | 0 | 1 |
| Pharmaciens | 4 | 41 |
| Psychologues | 1 | 1 |
| Travailleurs sociaux | 2 | 2 |
| **Total** | **128** | **400** |

Enfin, conformément à l'article 179 du Code des professions, les radiations permanentes (5), les révocations de permis (8) ainsi que la réinscription au tableau d'un professionnel ont fait l'objet d'une publication à la Gazette officielle du Québec, en 1989-1990. Le tableau suivant en fait état.

**Les avis de radiation permanente, de révocation de permis et de réinscription au tableau des professionnels en 1989-1990.**

| Nom de la corporation | Radiation | Révocation | Réinscription |
|---|---|---|---|
| Avocats | — | 5 | — |
| Chiropraticiens | — | 1 | — |
| Comptables agréés | 1 | 1 | 1 |
| Infirmières et infirmiers | — | 1 | — |
| Infirmières et inf. auxiliaires | 1 | — | — |
| Médecins | 3 | — | — |
| **Total** | **5** | **8** | **1** |

## Annexe 1

### Les administratrices et administrateurs nommés par l'Office des professions aux bureaux des corporations professionnelles au 31 Mars 1990

| Nom | Domicile | Administratrice ou administrateur nommé à la Corporation professionnelle des : |
|---|---|---|
| Aroichane, Françoise | Montréal | Infirmières et infirmiers auxiliaires |
| Audy, Jacques | Charlesbourg Ouest | Travailleurs sociaux |
| Baril, Micheline | Saint-Lambert | Administrateurs agréés |
| Bastien, Yvan | Sainte-Foy | Comptables généraux licenciés |
| Beaudoin-Sauvé Nicole | Laval | Ingénieurs |
| Beaulieu, Raymond | Sillery | Arpenteurs-géomètres |
| Bédard, Yolande | Saint-Hyacinthe | Médecins |
| Bégin, Michel | Beauport | Notaires |
| Belle Isle, Charles | Île Bizard | Conseillers et conseillères d'orientation |
| Bellemare, Lise | Shawinigan | Notaires |
| Bergeron, Jean-Paul | Charlesbourg | Urbanistes |
| Boilard, Jacques | Hull | Inhalothérapeutes |
| Boivin, André G. | Montréal | Ergothérapeutes |
| Boivin, Antoine | Jonquière | Conseillers en relations industrielles |
| Bouchard, Jeanne | Montréal | Techniciens et techniciennes dentaires |
| Boudreault, Pierre | Chicoutimi | Optométristes |
| Boulay, Raymond | Saint-Nazaire-de-Berry | Dentistes |
| Brisebois, Lucile | Montréal | Évaluateurs agréés |
| Brissette, Yves | Montréal | Médecins |
| Bruneau, Claude | Trois-Rivières Ouest | Dentistes |
| Brunelle, Louis | Trois-Rivières | Technologistes médicaux |
| Caisse, Pierre | Candiac | Architectes |
| Cantin, Laurent | Sainte-Foy | Technologues des sciences appliquées |
| Canuel, Andrée | Charlesbourg | Comptables en management accrédités |
| Carle, Daniel | Evain | Comptables agréés |
| Caron, Doris | Sainte-Foy | Ingénieurs forestiers |
| Caron, Robert | Sainte-Foy | Notaires |
| Caron-Doucet, Yvette | Boucherville | Technologues des sciences appliquées |
| Carpentier, Hervé | Cap-Rouge | Médecins vétérinaires |
| Carr, James Innes | Saint-Bruno | Chimistes |
| Charette, André | Gatineau | Médecins vétérinaires |
| Cloutier, Jean-Yves | Sainte-Foy | Audioprothésistes |
| Cloutier, Laval | Jonquière | Orthophonistes et Audiologistes |
| Cloutier, Pierre | Montréal | Ergothérapeutes |
| Coté-Dalzell, Rachel | Saint-Sauveur | Architectes |
| Coulombe, Claire | Bernières | Psychologues |
| Dagenais-Pérusse, Danielle | Outremont | Ingénieurs |
| Daigle, Benoît | Trois-Rivières | Comptables agréés |
| Dallaire, Donald | Hull | Infirmières et infirmiers auxiliaires |
| Daoust, Gilles | Montréal | Travailleurs sociaux |

| Nom | Domicile | Administratrice ou administrateur nommé à la Corporation professionnelle des : |
|---|---|---|
| Dequier, Marie | Montréal | Hygiénistes dentaires |
| Dionne, Ginette | Saint-Lambert | Denturologistes |
| Doré, Ruth | Chicoutimi | Agronomes |
| Drouin, Denis | Montréal | Arpenteurs-géomètres |
| Dugré, Cécile | Montréal | Techniciens en radiologie |
| Duguay, Normand | Sept-Îles | Comptables généraux licenciés |
| Dupuis, Yvon C. | Montréal | Médecins |
| Farazli, Mireille | Sainte-Foy | Urbanistes |
| Forest, Marc | Baie-Comeau | Hygiénistes dentaires |
| Fortier, Suzanne | Rock-Forest | Podiatres |
| Fortin, Maude | Saint-Nicolas | Technologues des sciences appliquées |
| Fréchette, Paul | Sherbrooke | Pharmaciens |
| Funaro, Phyllis | Ville D'Anjou | Conseillers en relations industrielles |
| Gagné, Micheline | Québec | Avocats |
| Gauthier, Gisèle | Beauport | Physiothérapeutes |
| Gingras, Pierre | Rivière-des-Prairies | Infirmières et infirmiers |
| Giroux, Noël | Charlesbourg | Psychologues |
| Godard, Lorraine | Montréal | Podiatres |
| Goudreault, Monique | Montréal | Notaires |
| Gratton-Amyot, Monique | Outremont | Architectes |
| Grégoire, Darlène | Montréal | Chiropraticiens |
| Grimard, Nicole | Dollard-des-Ormeaux | Comptables en management accrédités |
| Houle, André | Montréal | Technologistes médicaux |
| Jasmin, Gisèle | Saint-Laurent | Médecins vétérinaires |
| Jolicoeur, Hélène | Québec | Techniciens en radiologie |
| Joly, Jean-François | Laval | Psychologues |
| Joly, Maurice | Outremont | Inhalothérapeutes |
| Khoury-Arslanian, Leyla | Outremont | Diététistes |
| Kugler, Marianne | Sillery | Infirmières et infirmiers |
| L'Heureux, Jean | Montréal | Comptables en management accrédités |
| Lacroix, Marie-Claire | Sillery | Pharmaciens |
| Lafond, Jean-Maurice | Gatineau | Psychologues |
| Lafrenière, Gérard | Chicoutimi | Infirmières et infirmiers auxiliaires |
| Laliberté, Louise | Laval | Évaluateurs agréés |
| Lanthier, Gérald | Montréal | Techniciens en radiologie |
| Laporte-Ledoux, Claudette | Beloeil | Technologistes médicaux |
| Larocque, Michel | Mascouche | Optométristes |
| Larouche-Morin, Monique | Alma | Travailleurs sociaux |
| Lavoie, Ghislain | Roberval | Agronomes |
| Ledoux, Marcel | Sainte-Foy | Évaluateurs agréés |

## Annexe 1 (suite)

### Les administratrices et administrateurs nommés par l'Office des professions aux bureaux des corporations professionnelles au 31 Mars 1990

| Nom | Domicile | Administratrice ou administrateur nommé à la Corporation professionnelle des : |
|---|---|---|
| Leduc,Jean-Guy | Cap-Rouge | Ingénieurs |
| Lepage, Jean | Ville Saint-Laurent | Comptables en management accrédités |
| Lévesque, André | Bromont | Infirmières et infirmiers |
| Martel, Thérèse G. | Dolbeau | Comptables généraux licenciés |
| Martin, Jean-Paul | Charlesbourg Est | Ingénieurs forestiers |
| Massicotte, Benoît | Québec | Hygiénistes dentaires |
| Meek-Lavallée, Susanne | Sainte-Foy | Audioprothésistes |
| Ménard, Guy | Saint-Bruno | Techniciens en radiologie |
| Milette-Bellemare, Lucille | Saint-Etienne-des-Grès | Ingénieurs |
| Moisan, André | Sainte-Foy | Avocats |
| Montambeault, Gérald | Sainte-Foy | Conseillers en relations industrielles |
| Montgrain, Claude | Beauport | Infirmières et infirmiers auxiliaires |
| Morin, Richard | Pointe-aux-Trembles | Techniciens et techniciennes dentaires |
| Normandeau, Elizabeth | Beloeil | Conseillers et conseillères d'orientation |
| Ouellet, Bernadette | Brossard | Médecins |
| Ouellet, Michel | Cabano | Ingénieurs forestiers |
| Papineau, Louise | Saint-Jean-sur-Richelieu | Pharmaciens |
| Patry, Paul-Emile | Victoriaville | Administrateurs agréés |
| Pelletier, Louis O. | Bernières | Technologistes médicaux |
| Percival-Hilton, Victoria | Montréal | Comptables agréés |
| Perras, Claude-André | Boucherville | Technologues des sciences appliquées |
| Perreault, Lise | Sherbrooke | Opticiens d'ordonnances |
| Perreault, Michel | Boucherville | Diététistes |
| Perron, Luc | Saint-Hyacinthe | Comptables agréés |
| Pérusse, Bernard | Beaconsfield | Travailleurs sociaux |
| Pilon, Marie-Andrée | Boucherville | Orthophonistes et audiologistes |
| Plante, Fernand R. | Montréal | Denturologistes |
| Roberge, Anne-Marie M. | Longueuil | Comptables généraux licenciés |
| Rocheleau, Raymond | Charlesbourg | Physiothérapeutes |
| Roiter, Gérald | Westmount | Pharmaciens |
| Roy, Marie-Thérèse | Sherbrooke | Administrateurs agréés |
| Roy, Reine-Marie | Rimouski | Diététistes |
| Sabourin, Michel | Saint-Sauveur-des-Monts | Avocats |
| Saheb, Wajih (Guy) H. | Beaconsfield | Chiropraticiens |
| Salvail, Réjeane T. | Sainte-Anne-de-Sorel | Dentistes |
| Sarrasin, Richard | Montréal | Conseillers et conseillères d'orientation |
| Savard, Claude | Rosemont | Agronomes |

| Nom | Domicile | Administratrice ou administrateur nommé à la Corporation professionnelle des : |
|---|---|---|
| Sicard, Thérèse | Québec | Chimistes |
| Silver, Richard | Montréal | Infirmières et infirmiers |
| Simoneau, Jean-Claude | Québec | Denturologistes |
| Tellier-Cormier, Jeannine | Trois-Rivières Ouest | Avocats |
| Tessier, Geneviève | Brossard | Optométristes |
| Tessier, Hélène | Montréal | Inhalothérapeutes |
| Thibaudeau-Paillé, Anne | Sainte-Foy | Opticiens d'ordonnances |
| Tremblay, Andrée | Longueuil | Dentistes |
| Tremblay, Christian | Montréal | Physiothérapeutes |
| Tremblay, Marc-Adélard | Sainte-Foy | Chiropraticiens |
| Tremblay, Pierre-P. | Montréal | Chimistes |

## Annexe 2

### Les corporations professionnelles régies par le Code des professions

#### 1. Corporations professionnelles dont les membres ont un titre réservé et un champ d'exercice exclusif

Corporation professionnelle des agronomes du Québec
1259 rue Berri, bureau 710
Montréal (Québec)
H2L 4C7
Tél. : (514) 844-3833

Corporation professionnelle des architectes du Québec
1825, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec)
H3H 1R4
Tél. : (514) 937-6168

Corporation professionnelle des arpenteurs-géomètres du Québec
917, rue Monseigneur-Grandin
Bureau 101
Sainte-Foy (Québec)
G1V 3X8
Tél. : (418) 656-0730

Corporation professionnelle des audioprothésistes du Québec
835, rue des Ursulines
Trois-Rivières (Québec)
G9A 5B8
Tél. : (819) 373-7770

Corporation professionnelle des avocats du Québec
Maison du Barreau
445, boul. Saint-Laurent
Montréal (Québec)
H2Y 3T8
Tél. : (514) 954-3400
et
890, boul. Charest Est
3e étage
Québec (Québec)
G1K 8S5
Tél. : (418) 649-0433

Corporation professionnelle des chimistes du Québec
4205, rue Saint-Denis
Bureau 255
Montréal (Québec)
H2J 2K9
Tél. : (514) 844-6703

Corporation professionnelle des chiropraticiens du Québec
7950, boul. Métropolitain Est
Anjou (Québec)
H1K 1A1
Tél. : (514) 382-5821

Corporation professionnelle des comptables agréés du Québec
680, rue Sherbrooke Ouest
7e étage
Montréal (Québec)éiH3A 2S3
Tél. : (514) 288-3256

Corporation professionnelle des dentistes du Québec
625, boul. René-Lévesque Ouest
5e étage
Montréal (Québec)
H3B 1R2
Tél. : (514) 875-8511

Corporation professionnelle des denturologistes du Québec
45, Place Charles-Lemoyne
Bureau 106
Longueuil (Québec)
J4K 5G5
Tél. : (514) 646-7922

Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers du Québec
4200, boul. Dorchester Ouest
Montréal (Québec)
H3Z 1V4
Tél. : (514) 935-2501

Corporation professionnelle des ingénieurs du Québec
2020, rue University
14e étage
Montréal (Québec)
H3A 2A5
Tél. : (514) 845-6141

Corporation professionnelle des ingénieurs forestiers du Québec
2022, rue Lavoisier
Bureau 165
Sainte-Foy (Québec)
G1N 4L5
Tél. : (418) 683-2379

Corporation professionnelle des médecins du Québec
1440, rue Sainte-Catherine Ouest
Bureau 914
Montréal (Québec)
H3G 1S5
Tél. : (514) 878-4441

Corporation professionnelle des médecins vétérinaires du Québec
795, avenue du Palais
Suite 200
Saint-Hyacinthe (Québec)
J2S 5C6
Tél. : (514) 774-1427

Corporation professionnelle des notaires du Québec
630, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 1700
Montréal (Québec)
H3B 1T6
Tél. : (514) 879-1793

Corporation professionnelle des opticiens d'ordonnances du Québec
3446, rue Saint-Denis
Bureau 201
Montréal (Québec)
H2X 3L3
Tél. : (514) 288-7542

Corporation professionnelle des optométristes du Québec
1326, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec)
H2L 1M2
Tél. : (514) 521-4778

Corporation professionnelle des pharmaciens du Québec
266, rue Notre-Dame Ouest
Bureau 301
Montréal (Québec)
H2Y 1T6
Tél. : (514) 284-9588

Corporation professionnelle des podiatres du Québec
1665, rue Antonio-Barbeau
Vimont, Ville Laval (Québec)
H7M 4C8
Tél. : (514) 669-4712

Corporation professionnelle des techniciens en radiologie du Québec
1415, rue Jarry Est
Bureau 220
Montréal (Québec)
H2E 1A7
Tél. : (514) 376-0052

### 2. Corporations professionnelles dont les membres ont un titre réservé

Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec
1801, avenue McGill College
Bureau 890
Montréal (Québec)
H3A 2N4
Tél. : (514) 499-0880

Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec
445, boul. Saint-Laurent
Bureau 450
Montréal (Québec)
H2Y 2Y7
Tél. : (514) 861-1823

Corporation professionnelle des comptables en management accrédités du Québec
555, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 724, 7e étage
Montréal (Québec)
H2Z 1B1
Tél. : (514) 875-8621

Corporation professionnelle des conseillers et conseillères d'orientation du Québec
1100, avenue Beaumont
Bureau 520
Ville Mont-Royal (Québec)
H3P 3E5
Tél. : (514) 737-4717

Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec
1111, rue Saint-Urbain
Bureau MO-4
Montréal (Québec)
H2Z 1Y6
Tél. : (514) 866-2398

Corporation professionnelle des diététistes du Québec
4205, rue Saint-Denis
Bureau 250
Montréal (Québec)
H2J 2K9
Tél. : (514) 842-7923

Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec
1259, rue Berri
Bureau 710
Montréal (Québec)
H2L 4C7
Tél. : (514) 844-5778

Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec
5803, rue Sherbrooke Est
Bureau 101
Montréal (Québec)
H1N 1B3
Tél. : (514) 256-9888

Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec
5780, avenue Decelles
Bureau 205
Montréal (Québec)
H3S 2C7
Tél. : (514) 733-4098

Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec
531, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec)
H2L 1K2
Tél. : (514) 282-9511

Corporation professionnelle des inhalothérapeutes du Québec
666, rue Sherbrooke Ouest
Bureau 1008
Montréal (Québec)
H3A 1E7
Tél. : (514) 288-2138

Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec
4770, rue de Salaberry
Montréal (Québec)
H4J 1H6
Tél. : (514) 332-9090

Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec
1100, avenue Beaumont
Bureau 530
Ville Mont-Royal (Québec)
H3P 3E5
Tél. : (514) 737-2770

Corporation professionnelle des psychologues du Québec
1100, avenue Beaumont
Bureau 510
Ville Mont-Royal (Québec)
H3P 3E5
Tél. : (514) 738-1881

Corporation professionnelle des techniciens et techniciennes dentaires du Québec
65, rue Sherbrooke Est
Bureau 105
Montréal (Québec)
H2X 1C4
Tél. : (514) 845-6446

Corporation professionnelle des technologistes médicaux du Québec
1150, boul. Saint-Joseph Est
Montréal (Québec)
H2J 1L5
Tél. : (514) 527-9811

Corporation professionnelle des technologues des sciences appliquées du Québec
1265, rue Berri
Bureau 720
Montréal (Québec)
H2L 4X4
Tél. : (514) 845-3247

Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec
5757, avenue Decelles
Bureau 335
Montréal (Québec)
H3S 2C3
Tél. : (514) 731-3925

Corporation professionnelle des urbanistes du Québec
85, rue Saint-Paul Ouest
Bureau B1, 4e étage
Montréal (Québec)
H2Y 3V4
Tél. : (514) 849-1177

# Annexe 3

## Les données démographiques au 31 mars 1990 (nombre de membres et leur répartition selon le sexe)

| Corporations | Nombre de membres au 31 mars | | Hommes | | Femmes | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1989 | 1990 | N | % | N | % |
| Administrateurs agréés | 2 070 | 2 237 | 2 027 | 90,6 | 210 | 9,4 |
| Agronomes | 3 079 | 3 087 | 2 448 | 79,3 | 639 | 20,7 |
| Architectes | 2 389 | 2 445 | 2 079 | 85,0 | 366 | 15,0 |
| Arpenteurs-géomètres | 867 | 883 | 856 | 96,9 | 27 | 3,1 |
| Audioprothésistes | 136 | 144 | 81 | 56,2 | 63 | 43,8 |
| Avocats | 12 607 | 13 255 | 9 194 | 69,4 | 4 061 | 30,6 |
| Chimistes | 2 365 | 2 417 | 1 812 | 75,0 | 605 | 25,0 |
| Chiropraticiens | 739 | 695 | 604 | 86,9 | 91 | 13,1 |
| Comptables agréés | 12 594 | 13 223 | 10 816 | 81,8 | 2 407 | 18,2 |
| Comptables généraux licenciés | 4 335 | 4 843 | 3 613 | 74,6 | 1 230 | 25,4 |
| Comptables en management accrédités | 2 628 | 2 701 | 2 263 | 83,8 | 438 | 16,2 |
| Conseillers et conseillères d'orientation | 1 418 | 1 482 | 742 | 50,1 | 740 | 49,9 |
| Conseillers en relations industrielles | 1 044 | 1 119 | 982 | 87,8 | 137 | 12,2 |
| Dentistes | 3 087 | 3 134 | 2 558 | 81,6 | 576 | 18,4 |
| Denturologistes | 883 | 890 | 813 | 91,3 | 77 | 8,7 |
| Diététistes | 1 550 | 1 620 | 31 | 1,9 | 1 589 | 98,1 |
| Ergothérapeutes | 1 032 | 1 191 | 67 | 5,6 | 1 124 | 94,4 |
| Évaluateurs agréés | 956 | 974 | 938 | 96,3 | 36 | 3,7 |
| Hygiénistes dentaires | 1 670 | 1 855 | 46 | 2,5 | 1 809 | 97,5 |
| Infirmières et infirmiers | 58 701 | 60 185 | 4 229 | 7,0 | 55 956 | 93,0 |
| Infirmières et infirmiers auxiliaires | 19 834 | 19 735 | 1 862 | 9,4 | 17 873 | 90,6 |
| Ingénieurs | 31 090 | 32 389 | 30 981 | 95,7 | 1 408 | 4,3 |
| Ingénieurs forestiers | 1 722 | 1 789 | 1 666 | 93,1 | 123 | 6,9 |
| Inhalothérapeutes | 1 528 | 1 602 | 398 | 24,8 | 1 204 | 75,2 |
| Médecins | 16 564 | 16 495 | 12 787 | 77,5 | 3 708 | 22,5 |
| Médecins vétérinaires | 1 361 | 1 384 | 971 | 70,2 | 413 | 29,8 |
| Notaires | 3 164 | 3 303 | 2 227 | 67,4 | 1 076 | 32,6 |
| Opticiens d'ordonnances | 556 | 592 | 340 | 57,4 | 252 | 42,6 |
| Optométristes | 1 004 | 1 039 | 641 | 61,7 | 398 | 38,3 |
| Orthophonistes et audiologistes | 488 | 558 | 35 | 6,3 | 523 | 93,7 |
| Pharmaciens | 4 404 | 4 540 | 2 555 | 56,3 | 1 985 | 43,7 |
| Physiothérapeutes | 1 892 | 2 056 | 387 | 18,8 | 1 669 | 81,2 |
| Podiatres | 101 | 97 | 53 | 54,6 | 44 | 45,4 |
| Psychologues | 4 313 | 4 637 | 1 950 | 42,1 | 2 687 | 57,9 |
| Techniciens et techniciennes dentaires | 274 | 287 | 258 | 89,9 | 29 | 10,1 |
| Techniciens en radiologie | 3 231 | 3 500 | 350 | 10,0 | 3 150 | 90,0 |
| Technologistes médicaux | 2 094 | 2 258 | 346 | 15,3 | 1 912 | 84,7 |
| Technologues des sciences appliquées | 4 822 | 4 854 | 4 683 | 96,5 | 171 | 3,5 |
| Travailleurs sociaux | 2 303 | 2 503 | 626 | 25,0 | 1 877 | 75,0 |
| Urbanistes | 454 | 492 | 413 | 83,9 | 79 | 16,1 |
| **Total** | **215 349** | **222 490** | **109 728** | **49,3** | **112 762** | **50,7** |

## Annexe 4

### Les données démographiques au 31 mars 1990 (répartition des membres selon les régions administratives)

| Corporations | Bas-Saint-Laurent 01 | Saguenay Lac-Saint-Jean 02 | Québec 03 |
|---|---|---|---|
| Administrateurs agréés | 41 | 82 | 368 |
| Agronomes | (193) | 102 | (948) |
| Architectes | (14) | 41 | (397) |
| Arpenteurs-géomètres | 20 | 33 | 173 |
| Audioprothésistes | 5 | 3 | 25 |
| Avocats | 117 | 256 | 2 023 |
| Chimistes | (29) | 71 | (353) |
| Chiropraticiens | 32 | 26 | 84 |
| Comptables agréés | 151 | 207 | (1 229) |
| Comptables généraux licenciés | 70 | 84 | 578 |
| Comptables en management accrédités | 45 | 91 | 450 |
| Conseillers et conseillères d'orientation | 43 | 69 | 311 |
| Conseillers en relations industrielles | 13 | 15 | 163 |
| Dentistes | 45 | 95 | 364 |
| Denturologistes | 18 | 41 | 94 |
| Diététistes | (28) | 49 | (298) |
| Ergothérapeutes | 15 | 23 | 168 |
| Évaluateurs agréés | 15 | 31 | (202) |
| Hygiénistes dentaires | 19 | 55 | 206 |
| Infirmières et infirmiers | 1 993 | 2 631 | 7 304 |
| Infirmières et infirmiers auxiliaires | 873 | 1 025 | 2 567 |
| Ingénieurs | 295 | 1 104 | 3 400 |
| Ingénieurs forestiers | 109 | 117 | 637 |
| Inhalothérapeutes | 55 | 105 | 202 |
| Médecins | 325 | 445 | 2 044 |
| Médecins vétérinaires | 54 | 37 | 101 |
| Notaires | 98 | 103 | (563) |
| Opticiens d'ordonnances | 8 | 14 | 78 |
| Optométristes | 34 | 37 | 69 |
| Orthophonistes et audiologistes | 5 | 12 | 59 |
| Pharmaciens | 108 | 118 | 721 |
| Physiothérapeutes | 39 | 51 | 242 |
| Podiatres | 0 | 1 | 15 |
| Psychologues | 62 | 107 | 563 |
| Techniciens et techniciennes dentaires | (59) | (59) | (59) |
| Techniciens en radiologie | (130) | 119 | (628) |
| Technologistes médicaux | 126 | 67 | 404 |
| Technologues des sciences appliquées | 185 | 212 | 694 |
| Travailleurs sociaux | 30 | 65 | 294 |
| Urbanistes | 4 | 19 | 90 |
| **Total** | **5 052** | **7 763** | **24 491** |

NOTE : Les données entre parenthèses signifient que la répartition des membres n'a pas été fournie selon les seize régions administratives. Dans ce cas, elles ne sont pas totalisées.

| Mauricie-Bois-Francs 04 | Estrie 05 | Montréal 06 | Outaouais 07 | Abitibi-Témiscamingue 08 |
|---|---|---|---|---|
| 148 | 76 | 929 | 45 | 63 |
| 123 | 176 | (1 306) | 190 | 49 |
| 47 | 24 | (1 699) | 29 | 16 |
| 50 | 36 | 206 | 36 | 22 |
| 8 | 12 | 63 | 4 | 2 |
| 294 | 299 | 6 989 | 775 | 124 |
| 100 | 114 | (1 515) | 9 | 22 |
| 64 | 25 | 169 | 24 | 15 |
| 445 | 282 | 5 019 | 231 | 171 |
| 114 | 92 | 1 389 | 245 | 83 |
| 123 | 99 | 906 | 90 | 14 |
| 75 | 70 | 433 | 39 | 23 |
| 42 | 22 | 559 | 10 | 9 |
| 120 | 98 | 1 383 | 86 | 37 |
| 62 | 31 | 252 | 27 | 14 |
| 73 | 61 | 820 | 47 | (25) |
| 54 | 34 | 580 | 26 | 11 |
| 35 | 52 | 247 | 28 | 8 |
| 160 | 63 | 354 | 62 | 27 |
| 2 972 | 2 647 | 14 541 | 1 991 | 1 296 |
| 2 188 | 856 | 4 876 | 600 | 451 |
| 1 361 | 738 | 10 361 | 636 | 453 |
| 118 | 50 | 121 | 73 | 103 |
| 174 | 82 | 335 | 32 | 33 |
| 627 | 716 | 6 372 | 365 | 222 |
| 114 | 59 | 223 | 45 | 16 |
| 145 | 329 | 941 | 146 | (62) |
| 25 | 15 | 266 | 8 | 0 |
| 70 | 46 | 299 | 44 | 22 |
| 23 | 14 | 269 | 21 | 6 |
| 229 | 125 | 1 640 | 101 | 96 |
| 98 | 56 | 897 | 63 | 23 |
|  | 2 | 61 | 2 | 1 |
| 26. | 188 | 1 880 | 147 | 51 |
| (59) | (228) | (228) | (228) | (228) |
| 171 | 146 | (1 859) | 110 | 69 |
| 76 | 95 | 870 | 58 | 74 |
| 332 | 240 | 912 | 80 | 90 |
| 73 | 79 | 1 207 | 49 | 70 |
| 14 | 9 | 205 | 17 | 2 |
| **11 220** | **8 158** | **66 574** | **6 591** | **3 788** |

suite +

## Annexe 4 (suite)

### Les données démographiques au 31 mars 1990 (répartition des membres selon les régions administratives)

| | Côte-Nord 09 | Nord du Québec 10 | Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine 11 |
|---|---|---|---|
| Administrateurs agréés | 10 | 12 | 10 |
| Agronomes | 0 | 0 | (193) |
| Architectes | 5 | 0 | (14) |
| Arpenteurs-géomètres | 11 | 1 | 10 |
| Audioprothésistes | 0 | 0 | 0 |
| Avocats | 87 | 12 | 49 |
| Chimistes | 8 | 0 | (29) |
| Chiropraticiens | 8 | 0 | 3 |
| Comptables agréés | 46 | 108 | 45 |
| Comptables généraux licenciés | 20 | 2 | 11 |
| Comptables en management accrédités | 11 | 3 | 3 |
| Conseillers et conseillères d'orientation | 24 | 5 | 15 |
| Conseillers en relations industrielles | 3 | 5 | 9 |
| Dentistes | 23 | 16 | 27 |
| Denturologistes | 8 | 2 | 10 |
| Diététistes | (298) | (25) | (28) |
| Ergothérapeutes | 4 | 1 | 6 |
| Évaluateurs agréés | 4 | 0 | 2 |
| Hygiénistes dentaires | 18 | 3 | 16 |
| Infirmières et infirmiers | 873 | 218 | 338 |
| Infirmières et infirmiers auxiliaires | 289 | 226 | 480 |
| Ingénieurs | 307 | 96 | 100 |
| Ingénieurs forestiers | 78 | 34 | 36 |
| Inhalothérapeutes | 15 | 22 | 10 |
| Médecins | 125 | 18 | 162 |
| Médecins vétérinaires | 8 | 1 | 6 |
| Notaires | 10 | (62) | 33 |
| Opticiens d'ordonnances | 1 | 0 | 0 |
| Optométristes | 19 | 0 | 11 |
| Orthophonistes et audiologistes | 6 | 0 | 2 |
| Pharmaciens | 44 | 10 | 71 |
| Physiothérapeutes | 15 | 0 | 15 |
| Podiatres | 0 | 0 | 0 |
| Psychologues | 45 | 7 | 42 |
| Techniciens et techniciennes dentaires | (59) | (59) | (59) |
| Techniciens en radiologie | 48 | 6 | (130) |
| Technologistes médicaux | 53 | 15 | 33 |
| Technologues des sciences appliquées | 65 | 15 | 32 |
| Travailleurs sociaux | 51 | 5 | 28 |
| Urbanistes | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | **2 342** | **843** | **1 615** |

NOTE : Les données entre parenthèses signifient que la répartition des membres n'a pas été fournie selon les seize régions administratives. Dans ce cas, elles ne sont pas totalisées.

| Chaudière-Appalaches 12 | Laval 13 | Lanaudière 14 | Laurentides 15 | Montérégie 16 |
|---|---|---|---|---|
| 73 | 68 | 19 | 37 | 184 |
| (948) | (1 306) | (1 306) | (1 306) | (1 306) |
| (397) | (1 699) | (1 699) | (1 699) | (1 699) |
| 100 | 50 | 40 | 55 | 40 |
| 2 | 1 | 5 | 5 | 9 |
| 239 | 288 | 162 | 254 | 839 |
| (353) | (1 515) | (1 515) | (1 515) | (1 515) |
| 32 | 34 | 28 | 46 | 105 |
| (1 229) | 754 | 429 | 377 | 1 753 |
| 219 | 387 | 240 | 256 | 1 053 |
| 109 | 125 | 100 | 63 | 400 |
| 65 | 45 | 32 | 50 | 152 |
| 29 | 28 | 15 | 19 | 113 |
| 89 | 128 | 100 | 125 | 398 |
| 37 | 37 | 39 | 52 | 164 |
| (298) | (92) | (92) | (92) | 85 |
| 24 | 55 | 36 | 32 | 90 |
| (202) | 61 | 29 | 44 | 172 |
| 113 | 90 | 86 | 90 | 423 |
| 3 238 | 2 715 | 2 591 | 2 773 | 9 840 |
| 1 408 | 399 | 546 | 797 | 2 001 |
| 754 | 1 561 | 687 | 984 | 6 006 |
| 81 | 4 | 20 | 54 | 52 |
| 65 | 85 | 102 | 85 | 200 |
| 585 | 432 | 312 | 418 | 1 648 |
| 88 | 33 | 73 | 59 | 359 |
| (563) | 138 | 123 | 180 | 432 |
| 15 | 32 | 20 | 8 | 94 |
| 36 | 62 | 43 | 63 | 170 |
| 11 | 24 | 24 | 22 | 53 |
| 159 | 335 | 143 | 160 | 178 |
| 57 | 88 | 69 | 62 | 247 |
| 0 | 5 | 0 | 3 | 0 |
| 118 | 139 | 120 | 159 | 447 |
| (59) | (228) | (228) | (228) | (228) |
| (628) | (1 859) | (1 859) | (1 859) | (1 859) |
| 90 | 12 | 30 | 75 | 161 |
| 70 | 315 | 253 | 319 | 1 017 |
| 83 | 62 | 49 | 67 | 291 |
| 13 | 23 | 13 | 17 | 42 |
| **8 002** | **8 615** | **6 578** | **7 810** | **29 218** |

# Annexe 5

## Les données financières 1988-1989

| Corporations | Cotisation ordinaire | |
|---|---|---|
| | 1988-1989 | 1989-1990 |
| | $ | |
| Administrateurs agréés | 315 | 315 |
| Agronomes | 190 | 240 |
| Architectes | 425 | 500 |
| Arpenteurs-géomètres | 695 | 740 |
| Audioprothésistes | 600 | 600 |
| Avocats | 530 | 600 |
| Chimistes | 195 | 195 |
| Chiropraticiens | 1 050 | 1 050 |
| Comptables agréés | 500 | 560 |
| Comptables généraux licenciés | 380 | 410 |
| Comptables en management accrédités | 430 | 450 |
| Conseillers et conseillères d'orientation | 280 | 330 |
| Conseillers en relations industrielles | 225 | 250 |
| Dentistes | 780 | 792 |
| Denturologistes | 500 | 500 |
| Diététistes | 275 | 285 |
| Ergothérapeutes | 250 | 275 |
| Évaluateurs agréés | 300 | 410 |
| Hygiénistes dentaires | 330 | 330 |
| Infirmières et infirmières | 125 | 132 |
| Infirmières et infirmières auxiliaires | 110 | 100 |
| Ingénieurs | 160 | 170 |
| Ingénieurs forestiers | 215 | 290 |
| Inhalothérapeutes | 170 | 230 |
| Médecins | 420 | 450 |
| Médecins vétérinaires | 325 | 400 |
| Notaires | 640 | 600 |
| Opticiens d'ordonnances | 573 | 625 |
| Optométristes | 600 | 600 |
| Orthophonistes et audiologistes | 400 | 400 |
| Pharmaciens | 500 | 364 |
| Physiothérapeutes | 330 | 330 |
| Podiatres | 810 | 800 |
| Psychologues | 275 | 290 |
| Techniciens et techniciennes dentaires | 300 | 300 |
| Techniciens en radiologie | 140 | 167 |
| Technologistes médicaux | 125 | 130 |
| Technologues des sciences appliquées | 215 | 225 |
| Travailleurs sociaux | 240 | 240 |
| Urbanistes | 220 | 220 |
| **Total** | **379** | **397** |

Note : Les données financières ne concernent que l'administration générale (i.e. le fonds général). Il faut noter que certaines corporations possèdent d'autres fonds.

| Revenus | Dépenses | Excédents de l'exercice 31 mars 1989 | Avoirs des membres 31 mars 1989 |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | |
| 743 828,00 | 708 346 00 | 35 482,00 | (257 697,00) |
| 697 963,00 | 557 208,00 | 140 755,00 | 319 694,00 |
| 1 423 303,00 | 1 577 336 00 | (154 033,00) | 279 647,00 |
| 760 196,00 | 773 892,00 | (13 696,00) | 50 172,00 |
| 123 177,00 | 135 666,00 | (12 489,00) | (11 752,00) |
| 6 473 476,00 | 6 018 906,00 | 454 570,00 | 463 730,00 |
| 414 291,00 | 385 492,00 | 28 799,00 | 192 005,00 |
| 783 098,00 | 908 543,00 | (125 445,00) | 58 280,00 |
| 5 747 698,00 | 5 690 439,00 | 57 259,00 | 1 721 066,00 |
| 2 081 089,00 | 2 034 661,00 | 46 428,00 | 758 489,00 |
| 1 793 443,00 | 1 691 261,00 | 102 182,00 | 162 132,00 |
| 423 927,00 | 433 644,00 | (9 717,00) | 31 144,00 |
| 349 011,00 | 371 134 00 | (22 123,00) | (56 828,00) |
| 3 367 184,00 | 3 051 834,00 | 315 350,00 | 1 006 863,00 |
| 520 298,00 | 430 595,00 | 89 703,00 | 91 811,00 |
| 620 149,00 | 519 761,00 | 100 388,00 | 352 896,00 |
| 389 756,00 | 469 754,00 | (79 998,00) | (83 779,00) |
| 431 590,00 | 443 998,00 | (12 408,00) | 72 983,00 |
| 530 960,00 | 470 053,00 | 60 907,00 | 118 591,00 |
| 8 109 020,00 | 8 650 708,00 | (541 685,00) | 1 921 911,00 |
| 2 370 778,00 | 2 017 128,00 | 353 650,00 | 238 365,00 |
| 6 016 907,00 | 5 297 309,00 | 719 598,00 | 1 653 784,00 |
| 408 572,00 | 451 214,00 | (42 642,00) | 53 967,00 |
| 315 861,65 | 341 171,55 | (25 309,90) | 117 360,48 |
| 7 110 955,00 | 7 191 135,00 | (80 180,00) | 1 150 759,00 |
| 478 296,00 | 435 820,00 | 42 476,00 | 31 653,00 |
| 2 951 257,00 | 3 059 827,00 | (108 570,00) | 284 290,00 |
| 338 450,00 | 401 357,00 | (62 907,00) | (164 875,00) |
| 663 221,00 | 660 135,00 | 3 086,00 | 51 577,00 |
| 250 074,53 | 191 278,17 | 58 796,36 | 58 849,70 |
| 1 655 101,00 | 1 630 239,00 | 24 862,00 | 247 894,00 |
| 823 612,00 | 800 695,00 | 22 917,00 | 8 257,00 |
| 85 092,00 | 88 445,00 | (3 353,00) | 14 523,00 |
| 1 387 222,00 | 1 318 064,00 | 69 158,00 | 13 315,00 |
| 103 623,00 | 99 352,00 | 4 271,00 | 22 264,00 |
| 643 701,00 | 643 641,00 | 60,00 | 128 274,00 |
| 383 472,00 | 403 042,00 | (19 570,00) | (21 559,00) |
| 1 095 227,00 | 1 274 013,00 | (178 786,00) | (116 579,00) |
| 423 226,00 | 420 939,00 | 2 287,00 | 124 707,00 |
| 166 138,00 | 164 062,00 | 2 076,00 | 10 652,00 |
| **63 454 243,18** | **62 212 094,72** | **1 242 148,46** | **11 098 836,18** |